

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Le gouvernement américain doit cesser de s'ingérer dans la politique intérieure du Venezuela»

Les négations sont la seule voie pour trouver des solutions

Lettre ouverte de Noam Chomsky, Laura Carlsen, Miguel Tinker Salas, Greg Grandin, Alfred de Zayas et al.

hd. La lettre ouverte ci-dessous a été publiée le 24 janvier 2018 à New York. Elle concerne l'Amérique latine. Elle est signée par 70 scientifiques, artistes, personnalités de la société civile et autres experts, majoritairement des Américains. La lettre s'oppose à l'ingérence des Etats-Unis au Venezuela.

Le gouvernement des Etats-Unis doit cesser de s'ingérer dans la politique intérieure du Venezuela, en particulier dans le but de renverser le gouvernement du pays. Les actions de l'administration Trump et de ses alliés sur le continent ne manqueront pas d'aggraver la situation au Venezuela, entraînant des souffrances humaines inutiles, de la violence et de l'instabilité.

La polarisation politique du Venezuela n'est pas nouvelle; le pays a longtemps été divisé selon des critères raciaux et socioéconomiques. Mais la polarisation s'est accentuée ces dernières années. Cela s'explique en partie par le soutien américain à une stratégie d'opposition visant à renverser le gouvernement de Nicolás Maduro par des moyens extra-électorales. Alors que l'opposition était divisée sur cette stratégie, le soutien américain a soutenu les secteurs d'opposition purs et durs dans leur objectif d'évincer le gouvernement Maduro par des manifestations souvent violentes, un coup d'Etat militaire ou d'autres moyens qui contournent les urnes.

Sous l'administration Trump, la rhétorique agressive contre le gouvernement vénézuélien a atteint un niveau plus extrême et menaçant, les responsables de l'administration Trump parlant d'«action militaire» et condamnant le Venezuela, avec Cuba et le Nicaragua, dans le cadre d'une «trioika de tyrannie». Les problèmes résultant de la politique du gouvernement vénézuélien ont été aggravés par les sanctions économiques américaines, illégales en vertu de l'Organisation des Etats américains et des Nations Unies (OEA) – ainsi que par le droit américain et d'autres traités et conventions internationales. Ces sanctions ont coupé les moyens par lesquels le gouvernement vénézuélien pourrait échapper à sa récession économique, tout en provoquant un effondrement de la production pétrolière, en aggravant la crise économique et en causant la mort de nombreuses personnes parce qu'elles ne peuvent avoir

accès à des médicaments vitaux. Pendant ce temps, les Etats-Unis et d'autres gouvernements continuent de blâmer le gouvernement vénézuélien – uniquement – pour les dommages économiques, même ceux causés par les sanctions américaines.

Actuellement, les Etats-Unis et leurs alliés, dont le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, et le président d'extrême droite du Brésil, Jair Bolsonaro, ont poussé le Venezuela au bord du précipice. En reconnaissant le président de l'Assemblée nationale Juan Guaidó comme le nouveau président du Venezuela – ce qui est illégal en vertu de la Charte de l'OEA – l'administration Trump a fortement accéléré la crise politique du Venezuela dans l'espoir de diviser les militaires vénézuéliens et de polariser davantage la population, les obligeant à choisir leur camp. L'objectif évident, et parfois affirmé, est de chasser Maduro par un coup d'Etat.

En réalité, malgré l'hyperinflation, les pénuries et une profonde dépression, le Venezuela demeure un pays politiquement polarisé. Les Etats-Unis et leurs alliés doivent cesser d'encourager la violence en faisant pression pour un changement de régime violent et extralégal. Si l'administration Trump et ses alliés continuent à suivre leur cours impitoyable au Venezuela, le résultat le plus probable sera une effusion de sang, le chaos et l'instabilité. Les Etats-Unis auraient dû tirer des leçons de leurs entreprises de changement de régime en Irak, en Syrie, en Libye et de leur longue et violente histoire de parrainage de divers changements de régime en Amérique latine.

Aucune des deux parties au Venezuela ne peut simplement vaincre l'autre. L'armée, par exemple, compte au moins 235 000 membres actifs et environ 1,6 millions de miliciens. Un grand nombre de ces personnes se batront, non seulement sur la base d'une croyance en la souveraineté nationale, largement répandue en Amérique latine – face à ce qui semble de plus en plus être une intervention dirigée par les Etats-Unis –, mais aussi pour se protéger contre une répression probable, si l'opposition renverse le gouvernement par la force. Dans de telles situations, la seule solution est un règlement négocié, comme cela s'est produit dans le passé dans les pays d'Amérique latine, où les sociétés politiquement

Signé par:

Noam Chomsky, professeur émérite, MIT et professeur lauréat, Université de l'Arizona

Laura Carlsen, directrice, Programme Amériques, Center for International Policy

Greg Grandin, professeur d'histoire, Université de New York

Miguel Tinker Salas, professeur d'histoire de l'Amérique latine et de Chicano/a Latino/a Etudes au Collège Pomona

Sujatha Fernandes, Professeur d'économie politique et de sociologie, Université de Sydney

Steve Ellner, rédacteur en chef adjoint de Perspectives Amérique latine

Alfred de Zayas, ancien Expert indépendant des Nations Unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable et unique rapporteur des Nations Unies à s'être rendu au Venezuela depuis 21 ans

Boots Riley, scénariste/réalisateur de «Sorry to Bother You», musicien

John Pilger, journaliste et cinéaste

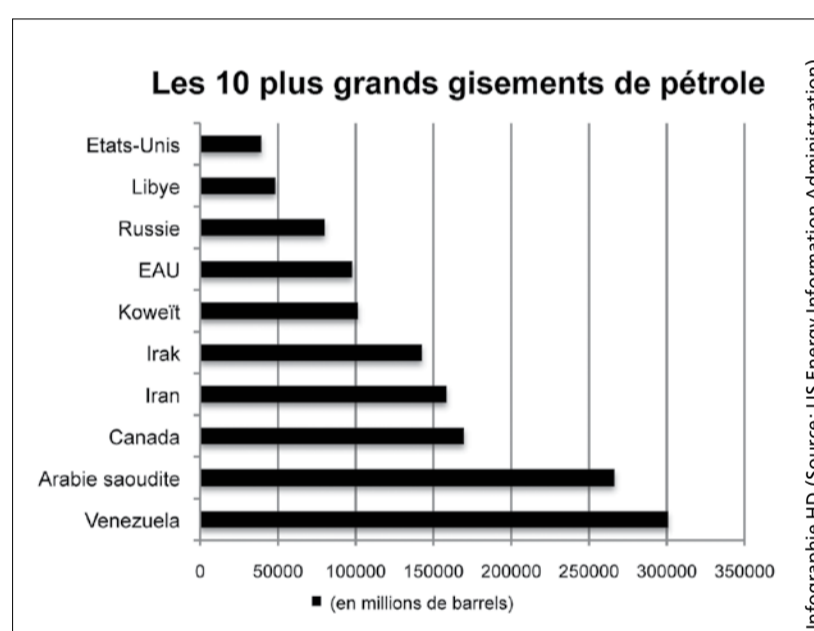
Mark Weisbrot, codirecteur, Center for Economic and Policy Research

Jared Abbott, candidat au doctorat, Département du gouvernement, Université Harvard • Dr Tim Anderson, directeur, Centre d'études contre l'hégémonie, Centre for Counter Hegemonic Studies • Elisabeth Armstrong,

professeure de l'étude sur les femmes et le genre, Smith College • Alexander Aviña, PhD, professeur agrégé d'histoire, Arizona State University • Marc Becker, professeur d'histoire, Truman State University • Medea Benjamin, Cofondatrice, CODEPINK • Phyllis Bennis, directrice de programme, Nouvel internationalisme, Institut d'études politiques • Robert E. Birt, professeur de philosophie, Bowie State University • Aviva Chomsky, Professeur d'histoire, Université d'Etat de Salem • James Cohen, Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle • Guadalupe Correa-Cabrera, professeure agrégée, Université George Mason • Benjamin Dangl, PhD, rédacteur en chef de Toward Freedom • Francisco Dominguez, Faculté des sciences professionnelles et sociales, Middlesex University, Royaume-Uni • Alex Dupuy, John E. Andrus Professeur émérite de sociologie, Professeur Wesleyan • Jodie Evans, Cofondatrice, CODEPINK • Vanessa Freije, professeure adjointe d'études internationales, Université de Washington • Gavin Fridell, Chaire de recherche du Canada et professeur agrégé en études du développement international, Université St. Mary's • Evelyn Gonzalez, conseillère, Montgomery College • Jeffrey L. Gould, professeur d'histoire Rudy, Université de l'Indiana • Bret Gustafson, professeur agrégé d'anthropologie, Université de Washington à St. Louis • Peter Hallward, professeur de philosophie, Université de Kingston • John L. Hammond, professeur de sociologie, CUNY • Mark Healey, professeur agrégé d'histoire, Université du Connecticut • Gabriel Hetland, professeur adjoint d'études latino-américaines, caraïbes et latino-améri-

caines, Université d'Albany • Forrest Hylton, professeur agrégé d'histoire, Universidad Nacional de Colombia-Medellin • Daniel James, Bernardo Mendel Chaire d'histoire de l'Amérique latine • Chuck Kaufman, Coordinateur national, Alliance for Global Justice • Daniel Kovalik, professeur auxiliaire de droit, Université de Pittsburgh • Winnie Lem, professeure, Etudes du développement international, Université Trent • Gilberto López y Rivas, professeur-chercheur, Université nationale d'anthropologie et d'histoire, Morelos, Mexique • Mary Ann Mahony, professeur d'histoire, Central Connecticut State University • Jorge Mancini, Vice-président, Fondation pour l'intégration latino-américaine (FILA) • Luis Martín-Cabrera, professeur agrégé de littérature et d'études latino-américaines, Université de Californie San Diego • Teresa A. Meade, Florence B. Sherwood Professeur d'histoire et de culture, Union College • Frederick Mills, professeur de philosophie, Bowie State University • Stephen Morris, professeur de sciences politiques et de relations internationales, Middle Tennessee State University • Liisa L. North, professeure émérite, Université York • Paul Ortiz, professeur agrégé d'histoire, Université de Floride • Christian Parenti, professeur agrégé, Département d'économie, John Jay College CUNY • Nicole Phillips, professeure de droit à la Fondation de l'Université de la Fondation Dr. Aristide Faculté des Sciences Juridiques et Politiques et professeure auxiliaire de droit à l'Université de Californie Hastings College of the Law • Beatrice Pita, Chargée de cours, Département de littérature, Univer-

sité de Californie San Diego • Margaret Power, professeur d'histoire, Illinois Institute of Technology • Vijay Prashad, rédacteur en chef, The Tricontinental • Eleonora Quijada Cervoni FHEA, facilitatrice de l'éducation du personnel et mentor de l'EFS, Centre for Higher Education, Learning & Teaching de l'Australian National University • Walter Riley, avocat et militant • William I. Robinson, professeur de sociologie, Université de Californie, Santa Barbara • Mary Roldan, Dorothy Epstein Professeur d'histoire de l'Amérique latine, Hunter College/ CUNY Graduate Center • Karin Roseblatt, Professeur d'histoire, Université du Maryland • Emir Sader, Professeur de sociologie, Université de l'Etat de Rio de Janeiro • Rosaura Sanchez, Professeur de littérature latino-américaine et de littérature chicano, Université de Californie, San Diego • T.M. Scruggs Jr, professeur émérite, Université de l'Iowa • Victor Silverman, professeur d'histoire, Pomona College • Brad Simpson, professeur agrégé d'histoire, Université du Connecticut • Jeb Sprague, chargé de cours, Université de Virginie • Christy Thornton, professeure adjointe d'histoire, Université Johns Hopkins • Sinclair S. Thomson, professeur agrégé d'histoire, New York University • Steven Topik, professeur d'histoire, Université de Californie, Irvine • Stephen Volk, professeur émérite d'histoire, Oberlin College • Kirsten Weld, John. L. Loeb Professeur agrégé de sciences sociales, Département d'histoire, Université Harvard • Kevin Young, professeur adjoint d'histoire, Université du Massachusetts Amherst • Patricio Zamorano, universitaire des études latino-américaines; Directeur exécutif, InfoAmericas



Le Venezuela est le pays possédant les plus grands gisements de pétrole prouvés au monde. Selon les estimations de l'OPEC, plus d'un quart des réserves mondiales (plus de 300 milliards de barils) se trouvent dans ce pays d'Amérique latine. (Etat: 2017)

polarisées étaient incapables de résoudre leurs différends par des élections. Il y a eu des efforts, comme ceux menés par le Vatican à l'automne 2016, qui avaient du potentiel, mais ils n'ont reçu aucun soutien de Washington et de ses alliés qui étaient favorables à un changement de régime. Cette stratégie doit changer, si l'on veut trouver une solution viable à la crise actuelle au Venezuela.

Dans l'intérêt du peuple vénézuélien, de la région et du principe de la souveraineté nationale, ces acteurs internationaux devraient plutôt soutenir les négociations entre le gouvernement vénézuélien et ses opposants qui permettront au pays de sortir enfin de sa crise politique et économique.

Source: <https://venezuelanalysis.com/analysis/14249>, publié le 24/1/19

(Traduction par Viktor Dedaj pour Le Grand Soir)

Les Etats-Unis violent le droit international en tentant un coup d'Etat au Venezuela

Interview d'Alfred de Zayas et de Miguel Tinker Sala accordée à Amy Goodman (Democracy Now!)

Au moment où le président Trump annonce la reconnaissance par les Etats-Unis du chef de l'opposition Juan Guaidó comme nouveau dirigeant du Venezuela, le président en exercice Nicolás Maduro, quant à lui, rompt ses relations avec les Etats-Unis. Nous nous entretenons avec un ancien expert indépendant des Nations Unies dont la conviction est que les Etats-Unis organisent un coup d'Etat illégal dans ce pays. Alfred de Zayas, s'étant rendu au Venezuela en tant que représentant de l'ONU en 2017, déclare: «Les médias grand public ont été complices de cette tentative de coup d'Etat. [...] Cela rappelle les préparatifs de l'invasion de l'Irak en 2003.» Nous nous entretenons également avec Miguel Tinker Salas, professeur au Pomona College et auteur de «The Enduring Legacy: Oil, Culture and Society in Venezuela» [L'héritage durable: le pétrole, la culture et la société au Venezuela] et «Venezuela: What Everyone Needs to Know» [Venezuela: Ce que tout le monde doit savoir].

Amy Goodman: Nous continuons à parler de la situation au Venezuela. Est-ce un coup d'Etat? Alfred de Zayas nous rejoint depuis Genève. Il s'est rendu au Venezuela en 2017 pour le compte des Nations Unies. A l'époque, il était l'Expert indépendant de l'ONU pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable. Toujours avec nous, Miguel Tinker Salas du Pomona College en Californie. Alfred de Zayas, bienvenue chez Democracy Now! Parlez-nous de ce qui se passe actuellement au Venezuela. Assistez-vous à un coup d'Etat?

Alfred de Zayas: Tout d'abord, Amy, je suis très honoré de participer à votre programme. Je soutiens tous les propos que vient de tenir mon collègue, le professeur Tinker Salas, un expert en la matière.

Pour ce qui est du coup d'Etat, il ne s'agit pas d'un coup d'Etat consommé. C'est une tentative de coup d'Etat. Nous croyons tous en la démocratie. Votre programme s'appelle «Democracy Now!» [Démocratie maintenant!] Il n'y a rien de plus antidémocratique qu'un coup d'Etat et le boycott des élections. Comme vous le savez, il y a eu – depuis l'élection de Chávez en 1998 – 26 ou 27 élections au Venezuela. Donc, si vous voulez jouer le jeu, vous devez participer aux élections. Et si l'opposition refuse de participer

Amy Goodman est journaliste, auteure et présentatrice TV américaine. Elle a une grande notoriété suite à l'émission quotidienne «Democracy Now!» présentée sur Pacifica Radio WBAI, qu'elle a co-créée en 1996. Goodman s'engage avant tout pour la démocratie et les droits de l'homme ainsi que pour l'indépendance des médias. Elle est lauréate de nombreux prix pour son travail.

Alfred de Zayas est un juriste et historien suisse d'origine américaine, J.D. Harvard et Dr. phil. Göttingen. Il est membre émérite de la Chambre d'avocats de New York et de Floride. Il a travaillé de nombreuses années comme éminent juriste au Haut Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme et il a présidé le département des pétitions. Il est professeur invité pour les études juridiques dans plusieurs universités. En 2012, il fut nommé Expert indépendant de l'ONU pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable. En tant que premier rapporteur de l'ONU depuis 21 ans, il a visité le Venezuela du 26 novembre aux 4 décembre 2017. M. de Zayas est citoyen suisse et vit à Genève.

Miguel Tinker Salas est historien vénézuélien et professeur au Pomona College de Claremont, Californie. Il est spécialiste de l'Amérique latine moderne et a publié des livres et des articles sur le Mexique et le Venezuela. Il s'exprime souvent en tant qu'analyste politique.

aux élections, elle porte la responsabilité de la situation qui en découle.

En outre, je tiens à appuyer les propos du Secrétaire général António Guterres appelant au dialogue. J'ai beaucoup soutenu la médiation menée de 2016 à 2018 par José Luis Rodríguez Zapatero, l'ancien Premier ministre espagnol. Et cela avait conduit à un compromis raisonnable. L'accord était sur la table, prêt à être signé. Au dernier moment, le 6 février 2018, Julio Borges a refusé de le signer

S'agit-il donc d'un coup d'Etat?

Alfred de Zayas: Eh bien, c'est une question de sémantique. Nous nous trouvons dans une situation inconstitutionnelle, où le législateur usurpe des compétences appartenant à l'exécutif et à la justice. Le pouvoir judiciaire a déjà déclaré que tous ces actes et déclarations de l'Assemblée nationale sont inconstitutionnels.

Cependant, je ne suis pas un constitutionnaliste du Venezuela, mais j'ai eu l'occasion, lorsque je me suis rendu dans ce pays en novembre 2017, de parler avec tous les différents acteurs, avec des membres de l'Assemblée nationale, de la Chambre de commerce, des étudiants universitaires, des chefs de l'opposition, des ONG de l'opposition, PROVEA,¹ Amnesty International, Human Rights Watch, le représentant local de l'OEA, etc. et évidemment, avec l'ensemble des ministres. Or, la fonction d'un rapporteur n'est pas de faire de la démagogie. La fonction du rapporteur n'est pas de dénoncer et de condamner. La fonction d'un rapporteur est d'écouter, puis d'étudier toute la documentation pertinente et de parvenir à des propositions constructives, que j'ai formulées dans mon rapport présenté au Conseil des droits de l'homme le 10 septembre 2018. J'y ai formulé de nombreuses recommandations et le gouvernement a déjà mis en œuvre un certain nombre d'entre elles peu après ma visite, parce que j'ai aussi remis au ministre des Affaires étrangères du Venezuela, M. Arreaza une note confidentielle de six pages à mon départ. Mon rapport en reflétait une partie.

Ma préoccupation – et je pense que c'est celle de tous ceux qui croient en la démocratie et en la primauté du droit – est de calmer les esprits. C'est d'éviter une guerre civile. Une chose que j'ai dite aux députés de l'opposition, c'est que vous ne pouvez tout simplement pas renverser le gouvernement, et Maduro ne va pas simplement abandonner sa fonction. Je précise, il y a 7, 8, 9 millions de Vénézuéliens qui sont des Chavistas engagés, et vous devez les prendre en compte. Que ferez-vous d'eux si vous renversez le gouvernement par un coup d'Etat? Qu'allez-vous faire de ces gens? Ces gens vont très probablement se battre. Nous ne voulons pas de combats. Nous ne voulons pas d'effusion de sang. Par conséquent, la seule voie logique aujourd'hui est d'appeler au dialogue. Et j'espère que le Vatican, le Mexique et l'Uruguay montreront la voie.

Qu'en est-il du rôle des médias dans ce qui se passe actuellement au Venezuela? Si l'on regarde les chaînes étatsuniennes – je ne parle pas seulement de Fox, je parle aussi de CNN et de MSNBC – si vous les regardez de manière régulière, vous n'avez aucune idée de ce qui se passe réellement.

Alfred de Zayas: Oui, c'est vrai. Bien sûr.

Ce qui se passe, le niveau de l'implication des Etats-Unis, jusqu'à cette vidéo que le vice-président Pence a posté juste avant que Juan Guaidó n'annonce dans la rue qu'il était le président, le chef de l'Assemblée nationale, l'équivalent de Nancy Pelosi.

Alfred de Zayas: Eh bien, les médias grand public ont été complices de cette tentative de coup d'Etat. Les médias grand public ont préparé, par le biais d'une quantité de fausses nouvelles, une atmosphère pour que le public accepte ce changement de régime imposé par les Etats-Unis au peuple vénézuélien parce qu'en fin de compte, tout est censé être dans l'intérêt des Vénézuéliens.

Cela nous rappelle la période précédant l'invasion de l'Irak en 2003. Les médias grand public ont soutenu tous les mensonges et toutes les manipulations de George W. Bush et de Tony Blair pour convaincre le monde de la détention par Saddam Hussein d'armes de destruction massive. Et c'est avec ce subterfuge que l'opinion publique mondiale a été trompée pour mieux pouvoir envahir l'Irak et éliminer le gouvernement par la force. Or, le fait est qu'il ne s'agissait pas seulement d'un crime d'agression, d'une guerre illégale, comme l'ancien Secrétaire général Kofi Annan l'a expliqué à plus d'une occasion. Là, vous aviez en fait une révolte de 43 Etats, la «coalition des volontaires», contre le droit international. S'il y a un principe de la Charte des Nations Unies qui est le *jus cogens*, c'est le droit international impératif, c'est l'interdiction de l'usage de la force. Et cette attaque contre l'Irak a été menée par 43 Etats en collusion, en violation de toutes les règles du droit international. Et ces événements ont été précédés par une campagne médiatique, un océan de mensonges et de demi-vérités – similaire à ce qui s'est passé en Libye, en Syrie et au Venezuela.

Depuis quelques années, nous observons en effet une campagne médiatique contre le Venezuela. Et je connais la situation particulièrement bien, car avant de me rendre dans ce pays, j'ai dû lire tous les rapports, non seulement ceux du «Washington Post» et du «New York Times», mais également ceux de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, d'Amnesty International, de Human Rights Watch, etc., insinuant qu'il y avait une crise humanitaire au Venezuela.

Quand je suis allé au Venezuela, j'ai à nouveau profité de l'occasion pour interviewer des représentants d'Amnesty International, de PROVEA et d'autres ONG de l'opposition, et j'ai aussi étudié et comparé les documents, j'ai analysé les statistiques, etc. En ce temps-là, il n'y avait certainement pas de crise humanitaire. D'accord, il y avait la faim. Il y avait *zozobra* [crainte et malaise] comme on l'appelle en espagnol. Il y avait de la souffrance. Il y avait de la malnutrition, etc. Mais il ne s'agit pas seulement de dire qu'il y a une crise économique. Ce n'est pas le point crucial. Le point crucial est de savoir quelles sont les causes de cette dite «crise humanitaire». Et ceux qui annoncent maintenant à haute voix vouloir résoudre la crise humanitaire sont en partie ceux qui l'ont causée. Il existe un principe de droit international appelé *ex injuria non oritur jus* [le droit ne peut pas naître d'un fait illicite]. Il faut donc les empêcher d'exiger un changement de régime puisque ce sont eux-mêmes qui aggravent la situation, causée dans un premier temps par la chute dramatique du prix du pétrole.

Je désire faire référence au professeur Pasqualina Curcio de l'Université de Caracas. J'ai eu l'occasion de la rencontrer pendant quelques heures quand j'étais là-bas. Elle a publié un livre intitulé «The Visible Hand of the Market» [La main visible du marché]. C'est un ouvrage qui informe sur le blocus financier, l'intégrité de la guerre économique complexe menée contre le Venezuela, rappelant la guerre économique menée contre Salvador Allende. Et ce qui est intéressant, c'est qu'après trois ans de guerre économique contre Allende, sans réussir à le renverser, il a fallu organiser le coup d'Etat du général Augusto Pinochet, ayant apporté au peuple chilien 17 ans de dictature.

Nous devrions nous demander: voulons-nous un coup d'Etat au Venezuela? Quelle légitimité aurait un gouvernement Guaidó? Et quel genre d'élections aurait lieu? Comme je l'ai dit, il y a eu 26 ou 27 élections au Venezuela depuis 1998. Et le président Jimmy Carter et le Carter Center se sont rendus à plusieurs reprises au Venezuela pour surveiller ces élections. Carter avait une très bonne opinion du système et des garanties des élections au Venezuela. Donc, si l'opposition se considère vraiment démocratique, elle doit jouer le jeu démocratique et participer aux élections. Ces dernières années, ils ont cependant choisi de boycotter les élections.

Une autre chose encore qu'il me semble important de mentionner: les médias grand public ont toujours présenté l'opposition comme des manifestants pacifiques. Ce n'est clairement pas la vérité! Entre-temps, il y a un grand nombre de vidéos et de photos des violences commises par les dits *guarimbas*² au Venezuela depuis 2014 et surtout en 2017. J'ai eu l'occasion d'interviewer non seulement des victimes de brutalités policières au Venezuela, mais aussi des victimes des *guarimbas* – des personnes qui essayaient simplement de se rendre du point A au point B, il y avait un barrage quelque part, et elles ont été tuées ou gravement blessées ou brûlées. Je les ai interrogées quand j'étais là-bas.

Donc, je dois dire, *audiatur et altera pars*, écoutons les deux camps, et ne nous concentrons pas uniquement – comme le font les médias grand public aux Etats-Unis – sur les arguments de l'opposition. Il faut aussi tenir compte des 7, 8 ou 9 millions de Vénézuéliens, qui sont des êtres humains avec des droits démocratiques et qui ont exprimé ces droits démocratiques dans les urnes. Vous ne pouvez pas simplement les mettre de côté.

Je vais donner le dernier mot à Miguel Tinker Salas. Comment la situation va-t-elle évoluer, que pensez-vous? Dans le passé, nous avons vu qu'il y a presque eu un coup d'Etat contre le Président Chávez. L'armée l'a emmené, il a été libéré. La même chose s'est produite en Equateur avec Correa, mais il a aussi pu se libérer et il est resté président. D'autre part, il y a eu le président Aristide en Haïti, avec des liens prouvés entre les Etats-Unis et le coup d'Etat. Il fut évacué par avion. Et vous avez eu le président Zelaya au Honduras. Il a également été forcé de quitter son poste. Il n'a pas réussi à rester au pouvoir. Que pensez-vous qu'il va se passer ici, Professeur Tinker Salas?

Miguel Tinker Salas: Je pense qu'une partie de ce que les Etats-Unis et l'opposition tentent de faire, c'est de voir s'il y a des failles fondamentales au sein de l'armée pouvant faciliter leur stratégie. Cela pourrait également mener à un coup d'Etat. A mon avis, ce ne serait pas la meilleure solution pour le Venezuela. J'insiste sur le fait que si nous continuons à renforcer cette politique de la corde raide, nous courons le risque d'exacerber cette crise et cette violence obscène. Je pense que nous devrions essayer d'éviter la violence. Je pense que la meilleure solution consiste à trouver un processus permettant de négocier et de discuter. Nous pouvons tenter le dialogue à tête froide en acceptant la présence de l'autre. Car s'il y a des élections demain et si le gouvernement gagne, l'opposition ne le reconnaîtra pas; et si l'opposition gagne, les partisans Chavista ne la reconnaîtront pas. C'est une impasse. Nous devons éliminer ces obstacles et développer des solutions avec lesquelles, à long terme, les Vénézuéliens pourront accepter la présence de l'autre dans la société, reconnaître mutuellement leur humanité et trouver par le dialogue une solution pacifique à cette crise.

Je tiens à vous remercier tous les deux d'avoir participé à cette rencontre. Miguel Tinker Salas, professeur au Pomona College, auteur de «The Enduring Legacy: Oil, Culture and Society in Venezuela» et «Venezuela: What Everyone Needs to Know», ainsi qu'Alfred de Zayas, ancien Expert indépendant de l'ONU, de Genève (Suisse), qui s'est rendu au Venezuela en 2017 pour le compte des Nations Unies.

Source: *democracynow.org*. The War and Peace Report, 24/1/19
(Traduction Horizons et débats)

Notes de la rédaction:
¹ Programme vénézuélien de formation en droits humains PROVEA
² Opposition violente contre le Président Maduro, en réaction aux élections injustes à leurs yeux

Faire revivre la démocratie

Les objectifs de démocratie directe des Gilets jaunes

par Diana Johnstone*



Diana Johnstone
(photo wikipedia)

Dans les médias, les Gilets jaunes sont souvent dénigrés comme étant des casseurs incendiant des voitures et détruisant des magasins. En réalité, ils luttent pour un droit fondamentalement démocratique: celui de la participation.

Diana Johnstone décrit la renaissance de l'obstination démocratique et des tentatives de l'establishment de l'éteuffer.

Démocratie française, morte ou vivante?

Ou peut-être faudrait-il dire, enterrée ou ressuscitée? Parce que pour la masse des gens ordinaires, loin des centres politiques, financiers et médiatiques du pouvoir à Paris, la démocratie est déjà moribonde, et leur mouvement est un effort pour la sauver. Depuis que Margaret Thatcher a décrété qu'«il n'y a pas d'alternative», la politique économique occidentale est menée par des technocrates au profit des marchés financiers, tout en affirmant que les bénéfices se répercuteront sur la population. Mais ces bénéfices sont en grande partie taris, et les gens sont fatigués de voir leurs besoins et leurs souhaits totalement ignorés par une élite qui «sait mieux».

Le discours du président Emmanuel Macron à la nation à l'occasion de la Saint-Sylvestre a clairement indiqué qu'après une tentative peu convaincante de jeter quelques miettes au mouvement de protestation des Gilets jaunes, il a décidé de jouer aux durs.

La France entre dans une période de turbulences. La situation est très complexe, mais voici quelques points pour vous aider à comprendre de quoi il s'agit.

Les méthodes

Les Gilets jaunes se rassemblent dans des endroits bien visibles: les Champs-Élysées à Paris, les places principales dans les autres villes et les nombreux ronds-points à la périphérie des petites villes. Contrairement aux manifestations traditionnelles, les marches à Paris ont été bon enfant et spontanées, les gens se promenant et se parlant entre eux, sans chefs ni discours.

L'absence de dirigeants est inhérente au mouvement. Tous les politiciens, même les plus sympathisants, sont méfiants et personne ne cherche un nouveau leader. Les gens organisent leurs propres réunions pour dresser leurs listes de doléances et de revendications.

Dans le village de Commercy, en Lorraine, à une demi-heure de route de Domrémy où est née Jeanne d'Arc, les habitants se rassemblent pour lire leur proclamation. Six d'entre eux lisent à tour de rôle, un paragraphe chacun, indiquant clairement qu'ils ne veulent pas de dirigeants, pas de porte-parole spécial. Ils trébuchent parfois sur un mot, ils n'ont pas l'habitude de parler en public comme les têtes qui parlent à la télé. Leur «deuxième appel» des Gilets jaunes de Commercy invite d'autres à venir à Commercy les 26-27 janvier pour une «assemblée des assemblées».



Cette chanson, jouée sur un rond-point français, est un grand succès sur YouTube. Le texte met en contradiction de manière sympathique, légère et ironique «les Gentils» – les élites – et «les Méchants» – le simple peuple. (photo screenshot youtube du 27/11/19)

Les revendications

Les personnes qui sont sorties pour la première fois dans la rue avec des gilets jaunes le 17 novembre dernier protestaient ostensiblement contre une hausse des taxes sur l'essence et le diesel qui frapperait le plus durement les habitants des campagnes françaises. Obsédé par l'idée de favoriser les «villes du monde», le gouvernement français a pris des mesures les unes après les autres au détriment des petites villes et des villages et des populations qui y vivent. C'était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le mouvement est rapidement passé à la question fondamentale: le droit des citoyens à avoir leur mot à dire sur les mesures prises qui affectent leur vie. En un mot, la démocratie.

Depuis des décennies, les partis de gauche et de droite, quels que soient leurs discours de campagne, poursuivent, une fois arrivés au pouvoir, des politiques dictées par «les marchés». C'est pourquoi les gens ont perdu confiance en tous les partis et en tous les politiciens et exigent de nouvelles manières de faire entendre leurs revendications.

La taxe sur les carburants a été vite oubliée, car la liste des revendications s'est allongée. Les critiques du mouvement font remarquer qu'il est tout à fait impossible de répondre à tant de revendications. Qu'il ne sert à rien de prêter attention aux revendications populaires, parce que les gens stupides revendiquent tout et son contraire.

La réponse à cette objection se trouve dans ce qui s'est rapidement imposé comme la seule revendication dominante du mouvement: le *Référendum sur l'initiative citoyenne* (RIC).

Le référendum

Cette revendication illustre le bon sens du mouvement. Plutôt que de faire une liste de «revendications», les Gilets jaunes se contentent de demander que le peuple puisse choisir, et le référendum est la voie à suivre. L'exigence est qu'un certain nombre de signataires – peut-être 700 000, peut-être plus – puissent obtenir le droit d'organiser un référendum sur une question de leur choix. Le droit à un RIC existe en Suisse, en Italie et en Californie. L'idée horrifie tous ceux dont le métier est de savoir mieux que les autres. Si les gens votent, ils voteront pour toutes sortes de choses absurdes, font-ils remarquer avec un frisson.

Etienne Chouard, un modeste enseignant d'un collège marseillais, développe depuis des décennies des idées sur la manière d'organiser la démocratie directe, avec le référendum en son centre. Son heure est arrivée avec les Gilets jaunes. Il insiste sur le fait qu'un référendum doit toujours être organisé après un long débat et un temps de réflexion, afin d'éviter les décisions émotionnelles spontanées. Un tel référendum exige des médias honnêtes et indépendants n'étant pas tous soumis à des intérêts particuliers. Il faut s'assurer que les politiciens qui font les lois suivent la volonté populaire

exprimée dans le référendum. Tout cela suggère la nécessité d'une convention constitutionnelle populaire.

Le référendum est un point amer en France, une puissante cause sous-jacente et silencieuse de l'ensemble du mouvement des Gilets jaunes. En 2005, le Président Jacques Chirac (de façon imprudente, de son point de vue) a appelé à un référendum populaire sur la ratification du projet de Constitution de l'Union européenne, certain qu'il serait approuvé. La classe politique, à quelques exceptions près, est entrée dans la rhétorique, promettant un avenir prospère en tant que nouvelle puissance mondiale en vertu de la nouvelle Constitution et avertissant que, sinon, l'Europe pourrait être plongée de nouveau dans les deux guerres mondiales précédentes. Cependant, les citoyens ordinaires ont organisé un mouvement extraordinaire d'auto-éducation populaire, où des groupes se réunissaient pour se plonger dans les documents juridiques intimidants, en expliquant ce qu'ils signifiaient et ce qu'ils impliquaient. Le 29 mai 2005, avec un taux de participation de 68%, les Français ont voté à 55% contre le projet de Constitution. Seule Paris a voté massivement en sa faveur.

Trois ans plus tard, l'Assemblée nationale – c'est-à-dire les politiciens de tous les partis – a voté pour adopter pratiquement le même texte, qui est devenu en 2009 le Traité de Lisbonne. Ce coup porté à la volonté populaire clairement exprimée a produit une telle désillusion que beaucoup s'étaient éloignés de la politique avec un sentiment d'impuissance. Les voilà qui reviennent.

La violence

Dès le début, le gouvernement a réagi avec violence – une volonté évidente de provoquer une réaction violente afin de condamner le mouvement comme violent.

Une armée de policiers, habillés comme des robots, ont encerclé et bloqué des groupes de Gilets jaunes pacifiques, les noyant dans des nuages de gaz lacrymogènes et tirant des flash balls directement sur les manifestants, blessant gravement des centaines de personnes (aucun chiffre officiel). Un certain nombre de personnes ont perdu un œil ou une main. Le gouvernement n'a rien à dire à ce sujet.

Au cours du troisième samedi de protestation, cette armée de policiers n'a pas pu empêcher – ou avait reçu l'ordre de laisser faire – à un grand nombre de voyous ou de Black Blocs (comment savoir?) d'infiltrer le mouvement et de détruire des biens, vandaliser des magasins, mettre le feu aux poubelles et aux voitures en stationnement, fournissant aux médias du monde entier des images censées démontrer que les Gilets jaunes sont dangereusement violents.

Malgré toutes ces provocations, les Gilets jaunes sont restés remarquablement calmes et déterminés. Mais il y a forcément quelques personnes qui perdent leur sang-froid et essaient de se défendre.

Le boxeur

Au cours du 8^e samedi, le 5 janvier, alors qu'une escouade de policiers protégés par des boucliers de plexiglas attaquaient violemment des Gilets jaunes sur un pont au-dessus de la Seine, un grand gaillard s'est mis en colère, est sorti de la foule et a lancé l'attaque. Avec ses poings, il a repoussé un policier et a fait reculer les autres. Cette scène étonnante a été filmée. On pouvait voir des Gilets jaunes qui essayaient de le retenir, mais Rambo était déchaîné.

Il s'appelle Christophe Dettinger, un Rom français, ancien champion de France de boxe mi-lourd. Son surnom est «le Gitan de Massy». Il s'est éloigné de la scène, mais a fait une vidéo avant de se présenter à la police. «J'ai mal réagi», a-t-il dit, quand il a vu la police attaquer des femmes et d'autres personnes sans défense. Il a exhorté le mouvement à aller de l'avant pacifiquement.

Dettinger risque sept ans de prison. En un jour, son fonds de défense avait recueilli 116 433 euros. Le gouvernement a fait fermer le fonds – sous je ne sais quel prétexte juridique. Une pétition circule maintenant en son nom.

La calomnie

Dans son discours du Nouvel An, Macron a réprimandé avec condescendance son peuple en lui disant que «vous ne pouvez pas travailler moins et gagner plus» – comme s'ils aspiraient tous à passer leur vie sur un yacht et à regarder les cours des actions monter et descendre. Puis il a fait sa déclaration de guerre:

«J'ai vu ces derniers temps des choses impensables et entendu l'inacceptable.» Faisant apparemment allusion aux quelques politiciens de l'opposition qui osent sympathiser avec les manifestants, il a réprimandé ceux qui prétendent «parler au nom du peuple», mais qui ne sont que «les porte-voix d'une foule haineuse, s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux Juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France!»

Les Gilets jaunes ne «s'en sont pris» à personne. C'est la police qui «s'en est pris» à eux. Les gens ont même vigoureusement protesté contre les équipes de cameramen des chaînes de télévision qui déforment systématiquement le mouvement.

Pas un mot n'a été entendu de la part du mouvement contre les étrangers ou les homosexuels. Le mot clé, c'est «Juifs».

«Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.» (Proverbe français). Aujourd'hui, qui-conque veut ruiner une carrière, se venger d'un rival, déshonorer un individu ou détruire un mouvement l'accuse, lui ou elle, d'antisémitisme.

Ainsi, devant la montée du mouvement démocratique, jouer la carte de l'«antisémitisme» était prévisible. C'était statistiquement inévitable. Dans presque n'importe quel lot aléatoire de centaines de milliers de personnes, on trouvera toujours une ou deux qui ont quelque chose de négatif à dire sur les Juifs. Ce qui fera l'affaire. Les médias sont à l'affût. Le moindre incident peut être utilisé pour suggérer que le véritable motif du mouvement est de faire revivre l'Holocauste.

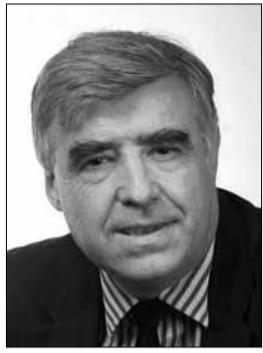
Cette petite chanson légèrement ironique, interprétée sur l'un des ronds-points français, met en contraste le «gentil» establishment avec le «méchant» peuple. C'est un grand succès sur YouTube. Il donne le ton du mouvement. Les Gentils, les Méchants.

Il n'a pas fallu longtemps pour que ce joyeux numéro soit accusé d'antisémitisme. Pourquoi? Parce qu'il était ironiquement dédié à deux des critiques les plus virulents des Gilets jaunes: la star de mai 68, Daniel Cohn-Bendit et l'ancien «nouveau philosophe» Bernard-Henri Lévy. La nouvelle génération ne les supporte pas. Mais devinez quoi, il se trouve qu'ils sont Juifs. Et hop! Antisémitisme!

* Diana Johnstone, née en 1934, a fait des études de sciences régionales russes/slavistiques et a obtenu un doctorat en littérature française. Elle vit depuis de nombreuses années à Paris et travaille comme journaliste indépendante pour divers médias américains et internationaux. Elle est auteure de plusieurs livres, entre autres «The Politics of Euro-missiles: Europe's Role in America's World», «Fools' Crusade: Yugoslavia, Nato and Western Delusions» (en version française «Yougoslavie, première guerre de la mondialisation»), «Queen of Chaos: The Misadventures of Hillary Clinton», (en version française «Hillary Clinton: la reine du chaos»). En dernier, elle a rédigé la préface et les commentaires accompagnant les mémoires de son père Paul H. Johnstone, ancien analyste dirigeant du Strategic Weapons Evaluation Group (WSEG) au Pentagone, intitulées «From Mad to Madness».

L'erreur de Theresa May

par Roland Hureaux, historien et essayiste, France



Roland Hureaux
(photo mad)

Le Brexit ressemble de plus en plus à un feuillet à rebondissements dont on ne voit pas la fin.

Après deux ans de négociations, les deux parties avaient cru trouver un accord sur les conditions de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Mais cet accord, où beaucoup de Britanniques jugent que Madame Theresa May, leur Premier ministre, a fait trop de concessions, a été brutalement rejeté par la Chambre des communes par 432 voix contre 202, le 14 janvier dernier par une coalition des adversaires du Brexit toujours actifs, et de ceux qui jugent le résultat des négociations trop défavorable aux intérêts britanniques.

On se demande pourquoi Madame May s'est engagée dans ce qui ressemble de plus en plus pour elle à un chemin de croix.

Il y avait deux manières de sortir de l'Union européenne.

La première, la plus simple était une dénonciation pure et simple du traité d'adhésion, ce qui est possible à tout Etat souverain. Toutes les réglementations européennes auraient continué à s'appliquer au Royaume-Uni jusqu'à ce que le gouvernement de Londres décide de les modifier ou les abroger. Si cette modification posait un problème à l'Union européenne, par exemple au cas où le Royaume-Uni aurait imposé un droit de douane sur les importations du continent là où il n'y en avait pas, une négociation ponctuelle pouvait s'engager. Il en aurait été de même si, à l'inverse, l'Union européenne opposait au Royaume-Uni des décisions qui lui étaient défavorables. Mais ces négociations seraient intervenues après la sortie de la Grande-Bretagne, en toute liberté. Les Accords de l'OMC

auxquels adhèrent aussi bien l'Union que la Grande-Bretagne limitent par avance la portée des représailles commerciales éventuelles de Bruxelles et inversement.

Pour ce qui est du pouvoir réglementaire propre de l'Union, il serait revenu à la Grande-Bretagne, suivant la théorie de la succession d'Etat, sans qu'il soit nécessaire de revoir l'ensemble des réglementations antérieures. La même théorie se serait appliquée aux accords avec les pays tiers qui auraient été maintenus aussi longtemps qu'aucun des partenaires (Royaume-Uni ou pays tiers) ne les remettait en cause.

La seconde manière de sortir était l'application de l'article 50 du Traité de l'Union européenne qui organise une procédure complexe de sortie, sachant que tant que la procédure n'est pas allée jusqu'à bout, le Royaume-Uni reste membre.

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué? Le gouvernement britannique a choisi la seconde formule sans doute

pour ne pas rendre la rupture trop brutale. Ce choix n'est peut-être pas étranger au fait que Madame May était au départ hostile au Brexit.

S'ils l'ignoraient, les Britanniques ont sans doute compris aujourd'hui que cette procédure complexe avait en fait pour but de rendre si difficile le retrait d'un Etat qu'il en soit par avance découragé. Et c'est précisément pour que la sortie d'un autre membre soit dissuadée par cette procédure que les négociateurs de l'UE, le commissaire français Michel Barnier en tête, n'ont rien fait pour faciliter le Brexit, encouragés en cela par le président français Emmanuel Macron et, plus discrètement, par la chancelière allemande.

Le résultat de ces lenteurs pourrait cependant être l'inverse: lorsqu'un nouveau pays voudra sortir, il saura désormais qu'il vaut mieux prendre le chemin le plus court, celui de la dénonciation unilatérale, la négociation venant après la sortie et non avant.

Source: www.bvltaire.fr du 16/1/19

Le Traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle met en danger la relation franco-allemande

Communiqué de presse de «Mouvance France»*

Le traité franco-allemand signé par Emmanuel Macron et Angela Merkel le 22 janvier à Aix-la-Chapelle, produira le contraire des effets escomptés, puisqu'il aigrira les relations entre les deux peuples.

Ce traité, préparé en catimini, sans débat, a été dévoilé quelques jours avant sa signature. Il sera passé entre deux chefs d'Etat et de gouvernement en grave déficit de légitimité: Emmanuel Macron, empêtré dans la crise des Gilets jaunes, Angela Merkel en fin de course, gérant les affaires courantes. Triste caricature du Traité de l'Elysée, signé le 22 janvier 1963 entre Charles de Gaulle et Konrad Adenauer,

mettant fin à un siècle d'hostilité entre les deux pays.

Le partenariat franco-allemand, dans l'esprit de ses prestigieux signataires, était équilibré. Ce n'est plus le cas. L'euro tel qu'il a été géré en est la principale cause: il stimule l'industrie allemande et entraîne la mort lente de l'industrie française. Les échanges, y compris agricoles, sont de plus en plus excédentaires pour l'Allemagne, déficitaires pour la France.

Comme s'il y avait un plan concerté d'affaiblir la puissance française, le contrôle de nos fleurons industriels, produits du génie national, Alstom, Nexter, bientôt peut-être Naval-Group et d'autres, est transféré outre-Rhin – ou ailleurs – sous prétexte de coopération. Airbus, né des efforts de générations d'ingénieurs français, échappe aujourd'hui à tout contrôle français.

Le traité laisse voir le projet d'une fusion à terme des deux nations en un seul Etat: un Parlement, un budget, une armée. Il comporte un appui français à la revendication allemande d'un siège permanent au Conseil de sécurité. Même si celle-ci n'a aucune chance d'aboutir, cet appui apparaîtra au monde

entier comme un signe d'allégeance. Macron espère, en s'appuyant sur Merkel, entraîner les autres pays dans un ultime sursaut vers l'intégration supranationale. C'est le contraire qui se produira: ce traité, au demeurant non conforme au Traité de Lisbonne qui soumet les coopérations renforcées à l'aval des autres Etats-membres (article 21), ne pourra qu'enflammer le ressentiment envers nos deux pays.

L'intégration projetée, à rebours de l'histoire qui voit partout le retour de la souveraineté des nations, ne correspond ni de près ni de loin à la volonté de nos deux peuples. Les peuples, comme les individus, n'aiment pas la promiscuité. Deux voisins qui s'entendent bien, se détestent vite si les cloisons qui les séparent sont abattues. La réconciliation franco-allemande semblait acquise. En nous obligeant à partager le même lit, Macron et Merkel la remettent en cause.

Le traité n'accorde qu'une place secondaire à la question de la langue: les Allemands comme les Français pratiquent de moins en moins la langue de l'autre. Macron lui-même n'a jamais fait l'effort d'apprendre

un peu d'allemand. Il en résulte une ignorance réciproque dont témoigne une oligarchie française germanophone qui veut imiter tout ce qui vient de l'autre côté du Rhin mais ignore ce qui s'y passe.

Que nos amis allemands ne s'y trompent pas: cette apparente germanophilie des prétendues élites françaises est moins le signe d'un intérêt pour l'Allemagne réelle que de leur mépris pathologique pour le peuple français. Les Français avec lesquels leur gouvernement négocie dans le secret ne sont pas le peuple français. Ils ne l'engagent pas. Qu'ils prennent garde au contre-coup du discrédit et de la haine qu'inspirent aujourd'hui à une majorité de Français les dirigeants auxquels ils ont affaire! Loin de rapprocher les deux peuples ce traité risque de les brouiller.

Ce traité constitue un bras d'honneur aux revendications populaires: il implique un renforcement de l'euro, qui constitue la principale source de déséquilibre entre les deux pays et de la baisse du pouvoir d'achat dont se plaignent les Gilets jaunes; ni xénophobes ni germanophobes, ils pourraient, devant tant de mépris, le devenir.

«Faire revivre la démocratie»

suite de la page 3

La répression

Face à ce que le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a qualifié d'«agitateurs» et d'«insurgés» voulant «renverser le gouvernement», le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé une nouvelle «loi pour mieux protéger le droit de manifester». Sa principale mesure: punir sévèrement les organisateurs d'une manifestation dont l'heure et le lieu n'ont pas été officiellement approuvés.

En fait, la police avait déjà arrêté Eric Drouet, routier de 33 ans, pour avoir organisé une petite cérémonie de bougies en l'honneur des victimes du mouvement. Il y a eu beaucoup d'autres arrestations, mais aucune information n'a été diffusée à leur sujet. Incidemment, pendant les vacances de fin d'année, des voyous dans les banlieues de plusieurs villes ont procédé à l'incendie rituel de voitures garées, sans beaucoup d'échos dans les médias et sans grande intervention policière. Ce sont des voitures de travailleurs qui en ont besoin pour aller travailler, pas les précieuses voitures des quartiers aisés de Paris dont la destruction a provoqué un tel scandale.

Le 7 janvier, Luc Ferry, «philosophe» et ancien ministre de la Jeunesse, de l'Education et de la Recherche, a donné une interview radio sur la très respectable *Radio Classique* dans laquelle il déclarait: «On ne donne pas les moyens nécessaires à la police

pour mettre fin à cette violence. C'est insupportable! Ecoutez franchement, quand on voit des types qui tabassent à coup de pied un malheureux policier qui est par terre. Qu'ils se servent de leurs armes, une bonne fois. Ça suffit! [...] On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies!»

Ferry a demandé à Macron de faire une coalition avec les Républicains pour faire avancer ses «réformes».

Le mois dernier, dans une chronique contre le Référendum d'initiative citoyenne (RIC), Ferry écrivait que «le dénigrement actuel des experts et la critique de l'élitisme sont la pire calamité de notre époque».

L'antifa

Partout où les gens se rassemblent, les groupes soi-disants «antifascistes» poursuivent leur chasse aveugle pour traquer les «fascistes». Samedi dernier à Bordeaux, des Gilets jaunes ont dû repousser une attaque d'un groupe d'antifas.

Il est maintenant tout à fait clair (comme cela a toujours été le cas) que les auto-proclamés «antifascistes» sont les chiens de garde du *statu quo*. Dans leur traçage incessant de «fascistes», l'antifa attaque tout ce qui bouge. En réalité, elle protège l'immobilisme. Et curieusement, la violence antifa est tolérée par le même Etat et la même police qui insultent, attaquent et arrêtent des manifestants plus pacifiques. En bref, l'antifa est la troupe d'assaut du système actuel.

Les médias

Soyez sceptiques. Au moins en France, les médias grand public sont fermement du côté de l'«ordre», ce qui signifie Macron, et les médias étrangers ont tendance à faire répercuter ce que les médias nationaux écrivent et disent. De plus, en règle générale, lorsqu'il s'agit de la France, les médias anglophones se trompent souvent.

La fin ...

Elle n'est pas en vue. Ce n'est peut-être pas une révolution, mais c'est une révélation de la nature réelle du «système». Le pouvoir repose sur une technocratie au service des «Marchés», c'est-à-dire du capital financier. Cette technocratie aspire à refaire la société humaine – nos propres sociétés et celles de la planète entière – dans l'intérêt d'un certain capitalisme. Elle utilise les sanctions économiques, la propagande écrasante et la force militaire (OTAN) dans un «projet de globalisation» façonnant la vie des gens sans leur consentement.

Macron est l'incarnation même de ce système. Il a été choisi par cette célèbre élite pour mener à bien les mesures dictées par «les Marchés» et appliquées par l'Union européenne. Il ne peut pas céder. Mais maintenant que les gens sont conscients de ce qui se passe, ils ne s'arrêteront pas non plus.

Malgré le déclin regretté du système scolaire, les Français d'aujourd'hui sont aussi instruits et raisonnables que n'importe quelle population peut l'être. S'ils sont incapables

de démocratie, alors la démocratie est impossible. A suivre ...

Source: *Le Grand Soir* du 10/1/19

<https://www.legrandsoir.info/gilets-jaunes-en-2019-democratie-francaise-morte-ou-vivante.html>

(Traduction par Viktor Dedaj pour *Le Grand Soir*)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale, CH-8000 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH640900000877484856

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Les préparations de guerre en Europe continuent: «Integrity Initiative» et «Traité d'Aix-la-Chapelle»

par Karl Müller

Il est entretemps évident que les importants politiciens, personnels militaires, représentants des médias, etc. des Etats les plus puissants au monde se préparent à la guerre – et peu d'entre eux le font pour empêcher la guerre. De plus, les grandes puissances sont déjà en guerre les unes contre les autres: à l'aide de guerres par procuration, mais en partie également déjà lors de confrontations directes. La Syrie est un tel lieu de guerre. Le nombre des victimes – pour la plupart des civils qui préféreraient de loin vivre en paix – s'élève déjà à des centaines de milliers.

Guerre froide et guerres chaudes

Cela n'était pas différent lors de la première guerre froide: les guerres chaudes en Corée, en Indochine, en Afghanistan et dans de nombreuses régions d'Afrique – malgré la Charte des Nations Unies créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale – ont coûté la vie à des millions de personnes, sans compter l'ampleur des destructions matérielles et culturelles.

Une nouvelle guerre froide fait rage dans les relations des Etats-membres de l'OTAN avec la Russie, et les conséquences en sont non seulement un retour à la course aux armements, mais aussi une massive propagande de dénigrement – et donc une dérogation aux exigences de la vérité dans les discours politiques, les reportages et les commentaires. Même des personnes qui se disent scientifiques font résonner les tambours de guerre. On ne joue plus avec des cartes ouvertes, les faits désagréables sont cachés, tout doit correspondre à l'image de l'ennemi – et à ceux qui n'y participent pas, on rend la vie difficile.

Le travail des services secrets – leurs opérations secrètes et leurs manœuvres trompeuses – ont la côte. Et quand, de temps en temps, certains faits apparaissent en public, on ne sait jamais, si ce qui est dit correspond à la réalité. Les personnalités qui vont au fond des choses sont rares – cela est compréhensible car ces personnes vivent dangereusement.

Mais faut-il s'en accommoder?

Certaines personnes voient leur tâche dans l'information. Comme c'est le cas actuellement avec «Integrity Initiative».¹ Cette «initiative» existe depuis 2015. Dans les pays germanophones, seuls les *Nachdenkseiten*, *Telepolis* et *Swiss Propaganda Research* en ont parlé jusqu'à présent. Puis, il y a encore les articles parus sur les deux chaînes russes en langue allemande *RT Deutsch* et *Sputnik*. Si l'on en croit les articles publiés, l'«initiative» est dirigée par une institution pseudo-privée en Grande-Bretagne, cofinancée par le gouvernement britannique, mais aussi par l'OTAN et *Facebook*. Plus ou moins clandestinement, des réseaux d'agents des services secrets, d'officiers de l'armée, de politiciens, de journalistes et de soi-disant «scientifiques» auraient été mis en place dans de nombreux Etats européens pour lutter contre la propagande et la désinformation – selon les dires

du site Internet de l'initiative (www.integrityinitiative.net). Il s'agit avant tout de combattre la «propagande» et la «désinformation» russes – et tout porte à croire que le motif n'est pas l'amour de la vérité, mais la propagande contre la Russie – et la désinformation est le moyen choisi.

Rien de tout cela n'est étonnant, et il ne semble pas nécessaire de s'attarder trop longtemps sur les détails ou de trop s'en scandaliser. Le cynisme pourrait nous faire dire: quod erat demonstrandum! (C'est ce qu'il fallait démontrer!)

Le cynisme n'est pas la solution

Mais le cynisme n'est pas la solution. Même la compréhension distanciée du mal ne crée pas le bien. Comment se fait-il que les gens ont à nouveau perdu le respect face à la guerre?

Que faut-il pour qu'une personne se sente suffisamment concernée pour déclarer ouvertement et franchement «Non à la guerre»? Comment l'être humain peut-il surmonter le sentiment d'impuissance face aux puissances de la guerre? Que faut-il pour que son courage grandisse et l'amène à s'engager activement en faveur de la paix?

L'ampleur de la tromperie publique

L'ampleur de la tromperie publique s'est également accrue.

Le 22 janvier 2019, le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel ont signé un nouvel accord dans la ville allemande historique d'Aix-la-Chapelle: le «Traité d'Aix-la-Chapelle».² Le jour de la signature a été délibérément choisi: le Traité de l'Elysée avait été signé le 22 janvier 1963. Officiellement, le nouveau traité serait le successeur du Traité de l'Elysée signé entre Charles de Gaulle et Konrad Adenauer pour le remettre à jour. Cependant, une telle affirmation est absurde. Le Traité de l'Elysée était un pas sur la voie de la réconciliation entre la France et l'Allemagne après des siècles d'hostilité – et, au moins pour de Gaulle, la tentative de libérer l'Allemagne de la tutelle américaine – dans le but d'une «Europe des patries». Le «Traité d'Aix-la-Chapelle» n'a plus rien à voir avec de telles préoccupations.

Le traité d'Aix-la-Chapelle

km. La version française du Traité d'Aix-la-Chapelle (officiellement: «Traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes») tient sur 13 pages avec 28 articles.

Après un préambule circonstancié suivent 7 chapitres: «Affaires européennes», «Paix, sécurité et développement», «Culture, enseignement, recherche et mobilité», «Coopération régionale et transfrontalière», «Développement durable, climat, environnement et affaires économiques», «Organisation» et «Dispositions finales».

Est-ce un traité franco-allemand pour préparer à la guerre?

Il n'y a pas lieu ici d'éclairer ce traité dans toutes ses facettes. Il est dirigé contre l'idée de démocraties souveraines et l'intensification de la coopération militaire est d'une importance capitale. *Sevim Dagdelen*, porte-parole pour le désarmement du groupe *Die Linke* au Bundestag allemand, a qualifié le «Traité d'Aix-la-Chapelle» de «bizarre mélange de réarmement et de préparation à la guerre ainsi que d'une orientation néolibérale et autoritaire».³ *Andrej Hunko*, porte-parole de la politique européenne du groupe *Die Linke*, l'a résumé en quelques mots sur sa page Facebook: «L'historique Traité de l'Elysée a marqué une étape importante vers la réconciliation entre l'Allemagne et la France. Toutefois, ce nouveau traité, qui va être signé, n'a plus grand-chose à voir avec cela: à l'époque, il s'agissait de réconciliation, à l'heure actuelle, il s'agit de réarmement!»

Le titre du «Handelsblatt» allemand du 22 janvier 2019 – certainement pas un journal de gauche – est significatif: «En matière de défense, l'Allemagne se rapproche de la France.» Et comment comprendre la déclaration du politicien social-démocrate *Fritz Felgentreu*, cité dans le «Handelsblatt»: «Compte tenu du retrait américain de la Syrie, il s'avère que l'Europe ne serait pas même en état de remplacer les troupes partantes. Donc nous ne pouvons même pas discuter si nous le voulons ou non.» Auparavant, il avait déjà souligné le fait suivant: «Nous devrions enfin commencer à parler de projets concrets avec la France.»

Von der Leyen bat le tambour de guerre dans la «New York Times»

Le rapprochement de l'Allemagne des objectifs et «stratégies de la politique de sécurité et de défense française» (article 4 du Traité d'Aix-la-Chapelle) n'augure rien de bon. Elle s'inscrit dans le plan visant à préparer l'Allemagne à la guerre – en violation de la loi en vigueur. Le 18 janvier 2019, *Ursula von der Leyen*, ministre allemande de la guerre, a élevé sa voix dans le «New York Times», l'un des principaux médias du parti américain favorable à la guerre. Le titre de l'article s'adressait au

public américain et proclamait dans l'esprit de la ligne *Obama-Clinton*: «Le monde a toujours et encore besoin de l'OTAN». Dans cet article, la Russie et la Chine sont les ennemis. Le sommet du cynisme dans l'article est l'illustration de la version en ligne du journal: des soldats de la KFOR se tiennent devant les drapeaux des Etats-Unis et de l'OTAN après la cérémonie de la création de l'armée du Kosovo en décembre 2018. – Voilà le résultat de la première guerre d'agression de l'OTAN après 1991, entreprise en violation du droit international.

L'Allemagne et l'«Integrity Initiative»

L'«Integrity Initiative» et le «Traité d'Aix-la-Chapelle» visent tous deux à préparer l'Allemagne à la guerre.

Dans ce contexte, mentionnons un détail important tiré d'une lettre fuitée du responsable en Allemagne d'«Integrity Initiative» adressée à son «officier traitant» britannique: «La profondeur de la vulnérabilité et l'intensité des efforts russes font de l'Allemagne une cible très dure, mais aussi très importante.» L'Allemagne, écrit cet Allemand d'un ton plaignant, est particulièrement réceptive à l'«influence russe».

Il faut mettre cela dans une juste perspective: en effet, les relations germano-russes ont aussi une longue tradition de bonne entente. L'Allemagne nationale-socialiste a créé de terribles ravages et tué des millions de personnes en Union soviétique. De nombreux Allemands ne l'ont pas oublié. Et ils savent également qu'il ne peut y avoir la paix en Europe sans la Russie. Et qu'il est également dans l'intérêt matériel de l'Allemagne de maintenir de bonnes relations avec la Russie.

La réticence allemande envers une nouvelle guerre, de plus une guerre contre la Russie, doit être brisée. Les déclarations du politologue *Peter W. Schulze* de Göttingen, citées par *Sputnik* le 9 janvier 2019, s'inscrivent parfaitement dans cette perspective: «Cette campagne est menée de manière conséquente et à long terme depuis la fin de la première décennie du nouveau millénaire. Elle vise d'une part à affaiblir les cercles de personnes pragmatiques allemandes favorables à une coopération modérée, fondée sur les intérêts mutuels, avec la Russie et d'autre part à continuer de diaboliser la Russie.» •

¹ cf. <https://swprs.org/die-integrity-initiative/> de janvier 2019 avec d'autres indications; pour des informations plus complètes: Florian Rötzer. «Integrity Initiative: Britische Beeinflussungskampagne gegen Russland?», <https://www.heise.de/tp/features/Integrity-Initiative-Britische-Beeinflussungskampagne-gegen-Russland-4232365.html> du 26/11/18

² La version française du texte du traité se trouve sur le site: www.france-allemande.fr/IMG/pdf/traité-d-aix-la-chapelle-complet.pdf

³ *Sevim Dagdelen*. «Nein zum Aachener Aufrüstungsvertrag», in: *Telepolis* du 21/1/19; <https://www.heise.de/tp/features/Nein-zum-Aachener-Aufrüstungsvertrag-4283180.html?view=print>

Qui est-elle en réalité cette UE exigeante?

La Suisse ne doit plus se soumettre au chantage

par Dieter Sprock

Lorsqu'on suit dans les médias suisses les débats au sujet de l'accord-cadre exigé par l'UE, on s'aperçoit avant tout qu'il est rarement question de savoir qui est véritablement cette UE. Les motifs pour cela abondent: depuis plusieurs années le budget de l'UE n'a pu être adopté suite aux milliards disparus dans les trous noirs de la bureaucratie. La bureaucratie et les réglementations ont atteint une envergure telle que plus personne n'a une vue d'ensemble. Les pays pauvres continuent de s'appauvrir et dans les pays riches le décalage entre les riches et les pauvres s'agrandit de plus en plus. Ainsi, l'Allemagne, pays économiquement le plus fort de l'UE, présente le taux le plus élevé des personnes pauvres devant vivre d'un salaire ou d'une rente en dessous du seuil de pauvreté. Les dysfonctionnements dans l'UE – notamment le déficit démocratique et le gaspillage insensé – sont un scandale. On ne peut plus les enjoliver.

De plus en plus de pays cherchent à se libérer de la tutelle de l'UE et de faire de nouveau une politique favorisant la population. Les gens commencent à comprendre que la liberté des capitaux n'est pas leur liberté et que l'appauvrissement croissant des pays est le résultat de la cupidité des personnes les plus fortunées. Dans tous les pays de l'UE, le taux des voix en faveur des partis euro-critiques augmente. De plus en plus de personnes ne veulent plus que Bruxelles impose sa politique à leur pays. De mauvaises langues prétendent entre temps que Bruxelles ressemble déjà fortement à un nouveau Moscou de l'époque communiste.

Les exigences et les menaces de l'UE

S'il fallait encore une preuve du caractère antidémocratique de l'UE, celle-ci est livrée en considérant les revendications exigées envers la Suisse: l'UE exige un mécanisme de

reprise automatique du droit communautaire et avance la menace de sanctions. Si la Suisse n'obtempère pas, elle menace de lui retirer l'équivalence boursière – sans aucune raison, du point de vue technique. Elle menace de bloquer l'entrée sur le marché de l'électricité – bien que la Suisse fasse un excellent travail en sa qualité de plaque tournante européenne des échanges de courant électrique. Elle menace de ne pas reconduire les accords bilatéraux existants – sans aucune raison factuelle ...

Un Etat souverain ne peut souscrire à de telles conditions-cadres. Il faut pouvoir négocier des contrats sans menaces et sans devoir s'attendre à des sanctions et on peut les dénoncer et les renégocier – sinon on est confronté à un dictat. La revendication de l'UE d'obtenir de la Suisse un mécanisme de reprise automatique du droit communautaire doit être rejetée sans sourcilier.

L'avis des experts

Depuis que le Conseil fédéral a enfin mis en consultation la version négociée de l'accord-cadre, il ne se passe pas une journée sans que de nouveaux «experts» prennent la parole. Ils veulent, lit-on, «aider à trouver des solutions», appellent à mener une «discussion objective» et veulent proposer de «nouvelles démarches», car il s'agit d'un «sujet complexe» que le «citoyen lambda» n'arrive plus à comprendre depuis longtemps. D'autres rivalisent avec leurs mises en garde d'un «sérieux déclin de l'économie suisse». Si l'accord-cadre échoue, l'UE (!) pourra «dégrader la Suisse au niveau d'un pays tiers», écrit la «Neue Zürcher Zeitung» le 19 janvier sans aucune indignation. Et le quotidien de poursuivre que la démocratie est mal interprétée, si l'on n'y voit que le «règne de la majorité»

Votation populaire fédérale du 10 février 2019

L'autre face de la médaille

Avenant à l'initiative contre le mitage

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

L'initiative a été lancée parce que, selon l'avis des auteurs, l'actuel aménagement du territoire suisse n'est pas suffisamment efficace (cf. *Horizons et débats* n° 2 du 21/1/19). Cependant, quiconque enquête sur la question tombe sur une politique d'habitation centralisée durant depuis de longues années transformant le pays de telle sorte que les citoyens sont enclins à dire: ça suffit! Stop! Peut-être vous vous souvenez des «espaces métropolitains» introduits par la Berne fédérale au tournant du millénaire selon le modèle de l'UE. Sur cette base, la Confédération poursuit sa coûteuse politique territoriale favorisant les agglomérations, donc la concentration régionale des commerces et de l'industrie dans les «zones urbaines» – pour ainsi dire en contrepartie aux «parcs naturels» implantés par le haut dans les «zones rurales». Tous les deux ont en commun de briser la souveraineté cantonale par la création de «régions» correspondant mieux aux temps modernes que la coopération entre les cantons indépendamment de la Confédération. Tous les deux influencent négativement la politique territoriale par l'appât de subventions de plusieurs millions de francs, ne servant pas seulement au désir de l'utilisation à bon escient des terrains à bâtir, mais à l'affaiblissement de l'aménagement territorial indépendant des cantons autrefois souverains et des communes autonomes. Il est conseillé de réfléchir à cet autre revers de la médaille avant de décider des prochaines étapes pour l'aménagement du territoire.

Une des principales raisons de la réussite économique de la Suisse – outre le droit des citoyens à prendre des décisions dans un système de démocratie directe – est la structure décentralisée de notre économie et la flexibilité qui en découle. Contrairement à beaucoup d'autres pays, l'industrie et le commerce n'ont jamais été concentrés exclusivement dans les villes. A partir du XIX^e siècle, des fabriques de textile et plus tard des entreprises de construc-

«Qui est-elle en réalité ...»

suite de la page 5

et qu'on accepte cela de manière fataliste – puis suit un appel à gouverner sérieusement. D'autres proposent comme solution l'adhésion à l'EEE ou même directement à l'UE.

Quoi que ces experts «avisés» proposent, tout cela ne change pas l'essence même de l'UE. Elle ne représente pas les intérêts des peuples. Elle est au service de la haute finance qui, à l'aide du marché intérieur, s'est créé un espace, dans lequel elle peut déplacer des marchandises, des personnes et des capitaux de manière illimitée pour se procurer des gains maximaux – sans égard aucun pour les perdants.

Les citoyens auront le dernier mot

L'accord-cadre représente une prise en main de la Suisse. Il poursuit le but d'ouvrir le marché suisse au marché financier dans tous les domaines des services – dont les écoles, les universités ou les soins médicaux – et aussi les services publics, dont notamment l'approvisionnement en eau et en électricité.

Récemment le parti PDC du canton d'Argovie a exprimé sa préoccupation face au fait que les grandes entreprises suisses se trouvent de plus en plus souvent en possession d'investisseurs étrangers. Contrairement au passé, un grand nombre d'actionnaires ne se comportent plus comme des propriétaires responsables, mais sont, dans leur comportement, intéressés uniquement à leur propre profit («Neue Zürcher Zeitung», 10/1/19). Le PDC n'est pas seul avec de telles préoccupations.

La Suisse se trouve donc face au choix de sacrifier au vil argent également sa souveraineté et sa démocratie directe unique au monde, ou de se défendre par un «non» à l'accord-cadre.

L'industrie financière lutte concernant avec acharnement pour ses objectifs. Mais heureusement, les citoyens suisses auront toujours encore le dernier mot avec le référendum. •

tion mécanique et électrique se sont également installées dans de nombreux villages suisses. C'est d'autant plus vrai pour le commerce et le secteur des services: 99% des entreprises suisses sont encore des *Petites et moyennes entreprises* (PME) ancrées et opérant principalement à proximité immédiate de leur commune. Non seulement elles paient leurs impôts (outre les taxes pour la Confédération et le canton) dans les caisses communales, mais les cadres et les employés sont souvent actifs dans la vie associative et politique de la Commune. Par conséquent, la performance économique par habitant dans les zones urbaines et rurales est relativement équilibrée et la population des villes et de la campagne se rencontrent généralement sur un pied d'égalité.

Politique d'agglomération: concentration de l'économie dans «l'espace urbain»

L'exemple actuel de «Wil» [ville de 25 000 habitants au canton de Saint-Gall, ndt.] montre clairement que ce sont de moins en moins les cantons et les communes qui façonnent aujourd'hui la politique de la construction et la politique économique, mais plutôt les organisations suprarégionales nouvellement créées qui définissent leurs projets prioritairement de manière à obtenir des fonds fédéraux généreusement versés. Dans la «Régio Wil», par exemple, il y a des représentants de 22 communes des cantons de Thurgovie et de Saint-Gall ainsi que du monde des affaires, et la directrice de l'agence est également directrice du projet «Wil Ouest».

Entre 2023 et 2038 (!), ce gigantesque espace de 158 000 mètres carrés, où se trouvent actuellement des prés et des champs, sera recouvert de constructions à usages commerciaux, industriels et de services et créera jusqu'à 3 000 emplois. Les travaux d'avant-projet s'élèvent à eux seuls à 1,45 millions de francs, un nouvel accès à l'autoroute sera construit pour 16,3 millions. Le coût total des infrastructures est estimé à 132 millions de francs (<https://www.wilwest.ch/projekt/daten-fakten/>). L'attrait principal: la Confédération contribuera à hauteur de 37 millions de francs au programme d'agglomération de Wil.

Restrictions à l'autonomie communale et désavantages pour les entreprises locales

«Avec la réalisation de Wil Ouest, les deux cantons de Thurgovie et de Saint-Gall

envoient un signal décisif pour le renforcement et le positionnement économique à long terme de toute la région. En même temps, la concentration de nouvelles implantations et de l'expansion des entreprises locales existantes dans une zone centrale contrecarreront le mitage du paysage dans les communes.» (<https://www.wilwest.ch/wil-west/vorhaben/>)

Ça a l'air bien. En y regardant de plus près, cependant, les principaux inconvénients d'un projet d'une telle envergure deviennent évidents. Tout d'abord, seuls 103 000 des 158 000 mètres carrés du site sont situés dans la zone à bâtir. Il faudra donc agrandir la zone à bâtir – ce qui n'est pas dans le sens d'un aménagement du territoire durable. Etant donné que le nombre de places souhaité par les entreprises de la région et les nouvelles implantations reste inconnu, on pourrait en fait se limiter à la zone à bâtir déjà définie.

Deuxièmement, les communes de la région indirectement concernées seront désavantagées suite à la création de ces nouveaux terrains à bâtir commerciaux créés à Wil Ouest: pour une entreprise ancrée dans le village, le canton ne lui offrira, le cas échéant, pas de nouveau terrain à bâtir, étant donné que Wil Ouest aura obtenu toutes les surfaces restantes. C'est ce qui s'est passé à Oberuzwil, où une petite entreprise de huit employés a été licenciée par le propriétaire du bâtiment et a donc cherché un autre endroit pour construire un nouveau hall de fabrication. Bien que le propriétaire de l'entreprise désire rester dans le village à la grande joie du conseil municipal, il y a peu d'espoir. Il n'y a plus de réserves de terrains à bâtir dans la commune et la direction de *Regio Wil* n'est guère intéressée d'accepter une nouvelle zone à bâtir en dehors du site de Wil Ouest («*Wiler Zeitung*» du 22/1/19). La commune risque donc de perdre un contribuable et huit emplois.

Troisièmement, une planification centralisée ne correspond tout simplement pas à l'économie organisée de manière décentralisée de la Suisse. On ne peut pas commander à cette entreprise d'Oberuzwil d'aller s'installer à Wil Ouest, car il a ses clients habituels dans son village et dans ceux des alentours. Ailleurs, il devrait tout recommencer à zéro. D'un point de vue écologique, il est plus judicieux pour les clients de vivre à

proximité d'une entreprise – les trajets sont courts.

D'où la Confédération prend-elle ces 37 millions?

Pour les projets d'agglomération et les parcs naturels, la Confédération puise dans l'ancien *Fonds d'aide à l'investissement*. De 1974 à 2008, la Confédération et les cantons ont versé des contributions régulières dans cette caisse, de sorte qu'un capital d'environ 1,5 milliards de francs était disponible.

Le fonds a soutenu les communes de montagne financièrement faibles dans leurs tâches d'infrastructures coûteuses (par exemple des routes de montagne, des paravalanches), mais pas à fonds perdu, comme c'est l'usage aujourd'hui. Au contraire, les communes recevaient des prêts à long terme (30 ans) remboursables sans intérêt. Presque tous les prêts ont été remboursés par les communes permettant de faire des prêts à d'autres communes (en tout 1222!). «C'était un exemple du principe fédéraliste de subsidiarité et de solidarité», précise *Wikipédia* concernant la *Loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne* (LIM) du 21/3/1997.

Avec l'entrée en vigueur de la *Nouvelle politique régionale* (NRP) – dans le style de la politique régionale de l'UE – la LIM fut supprimée le 1^{er} janvier 2008. Le montant de 1,5 milliards de francs ne servira plus qu'à des projets régionaux sélectionnés par l'administration fédérale, tels que des parcs naturels et des programmes d'agglomération. Les communes de montagne doivent depuis lors se débrouiller elles-mêmes. Beaucoup remboursent actuellement encore leurs prêts précédents et remplissent ainsi la caisse. Au Tessin, en Valais, dans le canton de Glaris et dans les Grisons, des vallées entières ont fusionné pour former des communes uniques moins bien ancrées dans la population, mais prétendument «plus efficace», c'est-à-dire avec une gestion meilleur marché. Comme cela s'est avéré depuis longtemps, ce n'est pas la réalité: les petites communes sont toujours plus économiques. Il est décevant que l'argent destiné à l'origine aux régions de montagne avec les charges financières les plus pesantes soit attribué, aujourd'hui, aux parcs naturels et aux grandes zones commerciales. •

Votation sur l'initiative pour l'autodétermination: Quo vadis, démocratie directe?

mw. L'initiative populaire pour l'autodétermination (IAD) a été rejetée le 25 novembre 2018 par 66,3% des voix: un résultat inquiétant. Récemment, l'enquête «VOTO» sur le comportement électoral des citoyens a abouti à des résultats exigeant réflexion.

43% des plus des 1500 votantes et votants interrogés «ont indiqué avoir eu plutôt de la peine à saisir de quoi il s'agissait» (Enquête VOTO, p. 4): un pourcentage étonnamment élevé dans le pays de la démocratie directe. Mais face aux «informations» déroutantes et contraires aux faits des politiciens, des médias et des représentants des grandes entreprises, cela n'est pas si surprenant! Un tiers des opposants à l'initiative ont cité comme motif principal «la mise en cause de la crédibilité de la Suisse en tant que partenaire lors de négociations internationales», aspect qui, en réalité, n'était aucunement mis en cause par l'initiative. 16% ont voté «contre le cloisonnement», un autre aspect nullement concerné par le texte de l'initiative. Et suite à un continuel matraquage, l'affirmation selon laquelle l'initiative était «contre les droits humains» est restée gravée dans l'esprit de nombreuses personnes ...

La lecture de l'article de la «*Neue Zürcher Zeitung*» sur l'étude VOTO, permet de constater le fait suivant: soudainement, une fois la votation passée, il est parfaitement possible de décrire de manière brève, objective et compréhensible l'essence de l'IAD: «En substance, l'initiative pour l'autodétermination voulait que la Constitution fédérale

reste la source suprême du droit et qu'elle prime sur le droit international – sous réserve du droit international contraignant. Le droit international se trouvant en contradiction avec la Constitution fédérale doit être renégo-cié et, le cas échéant, dénoncé.»² Cette soudaine clarté, pourquoi la cherchait-on en vain avant le vote? Ainsi, les lecteurs n'auraient eu aucune difficulté à comprendre le but de l'initiative. Les défenseurs de l'initiative l'avaient pourtant bien compris puisqu'ils ont majoritairement voté oui «pour préserver la souveraineté et l'autodétermination». (Etude VOTO p. 26)

La libre formation de l'opinion au lieu des idées partisans

Une autre constatation extrêmement préoccupante de l'étude est l'irritation croissante à l'égard de personnes et de groupes porteurs d'opinions politiques différentes: «Le principal facteur déterminant de la décision a été le positionnement politique et, plus précisément, l'identification partisane: [...] A gauche, peu de personnes étaient prêtes à soutenir l'initiative (6% ou 7%) et même au centre, voire au centre-droit, elle n'a pas obtenu de majorité. Ce n'est que tout à droite qu'une majorité de votantes et de votants l'a soutenue et même soutenue très nettement (74%). D'une manière générale, le positionnement idéologique et politique a eu une influence si forte sur la décision que les autres critères n'ont joué qu'un rôle mineur.» (p. 24; mise en évidence *mw*)

Ce genre d'idées partisans convient éventuellement à certaines démocraties représentatives, mais en démocratie directe, c'est un signal alarmant. Car une discussion objective des opinions les plus diverses est une condition indispensable pour la formation des opinions en démocratie. En Suisse, les discussions honnêtes et ouvertes au café du commerce ou lors de discussions publiques sont une belle habitude. Bien sûr qu'il y a eu aussi des querelles de clocher dans le passé, mais la façon dont les concitoyens débattent les uns avec les autres, dirigée par un esprit de responsabilité envers la communauté, est très différente des débats dans un Etat autoritaire. Le fait que cette culture politique – notamment dans le domaine de la question primordiale des liens de la Suisse avec l'UE et d'autres constructions supranationales – a subi les dommages indiqués dans l'étude VOTO, est un signal d'alarme. Nous citoyens, mais aussi les médias, sommes appelés à ne pas continuer à verser de l'huile sur le feu, mais à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour favoriser et renforcer une culture politique de vie commune. •

¹ Enquête VOTO relative à la votation populaire fédérale du 25 novembre 2018. Auteurs: Thomas Milic, Alessandro Feller et Daniel Kübler, *Centre d'études sur la démocratie Aarau (ZDA)*, en collaboration avec Anke Tresch, Laurent Bernhard, Laura Scaperrotta et Lukas Lauener, *Centre de recherche FORS* de Lausanne

² «Zu schwere Kost für das Stimmvolk». «*Neue Zürcher Zeitung*» du 11/1/19

Le syndrome d'adaptation conduit-il à l'obéissance selon le courant dominant?

par Marita Koch

Pourquoi beaucoup de gens hésitent-ils à donner leur opinion quand elle est contraire au courant dominant? Pourquoi gardons-nous le silence parmi nos amis et collègues lorsque nous ne sommes pas du même avis? Parmi de nombreuses autres suggestions, Alain Guggenbühl propose, dans son livre intitulé «Pour mon enfant seulement le meilleur», des réflexions intéressantes également sur cette question. Il transfère le terme du syndrome d'adaptation de la recherche sur le stress à l'actuelle réalité éducative pour expliquer certains aspects de l'éducation à la libre expression d'opinion.

Le «syndrome d'adaptation»

Guggenbühl traite le «syndrome d'adaptation» depuis ses formes naturelles et nécessaires jusqu'à ses aspects problématiques, y compris chez les adultes. L'adaptation, dit-il, est en principe vitale. L'empathie est la capacité de comprendre l'autre intuitivement. L'enfant apprend à comprendre les personnes qui s'occupent de lui, à reconnaître ce que les parents attendent de lui. Au début, il n'agit pas sur la base de considérations objectives et d'une réflexion rationnelle, mais s'adapte aux attentes des parents parce qu'il les aime, parce qu'il apprend d'eux comment vivre, parce qu'il veut être en harmonie avec eux. Il devient ainsi un membre constructif de la famille, de la communauté.

L'auteur explique que les enfants développent parfois aussi des stratégies pour influencer les parents, pour atteindre certains objectifs telles l'attention ou la reconnaissance. Ils savent ce que leurs parents aiment entendre, alors «ils les caressent dans le sens du poil». ¹ «L'autre face de l'empathie est la tromperie», explique Guggenbühl. «Les enfants malins savent intuitivement quels mots utiliser, quel comportement montrer pour s'affirmer face aux adultes.» ²

De nombreux parents, écrit Guggenbühl, ne remarquent pas les duperies de leurs enfants, ils éliminent tous les obstacles se trouvant sur leur chemin. Selon l'auteur, il y a pourtant un correctif dans les familles: la dispute. Alors beaucoup de non-dits apparaissent sur la table, «les masques tombent». ³ Dans la famille, de telles disputes ne sont pas dangereuses. Etant donné que les parents et les enfants sont étroitement liés, on se retrouve à nouveau.

Cela est plus problématique à l'école. Ici, on risque d'être confronté à des avertissements, des remarques dans le bulletin, une exclusion temporelle ou un diagnostic accompagné d'invitation à faire une thérapie. Dans ce contexte, Guggenbühl n'aborde pas la manière dont l'école traite de tels problèmes, mais décrit brièvement les mesures habituelles.

Aspects problématiques du syndrome d'adaptation

Il va de soi que nous avons également besoin d'empathie en tant qu'adultes pour façonner des communautés de manière harmonieuse. Mais cela devient problématique lorsque nous ne parvenons pas à sortir du syndrome d'adaptation même quand nous sommes appelés, en tant qu'acteur, à résoudre des problèmes factuels, que ce soit sur le lieu de travail, dans la commune, dans une association, ou au sein de l'Etat; lorsque nous ne sommes pas capables de participer de manière autonome et courageuse, selon des considérations rationnelles, dans les multiples domaines de notre vie quotidienne; lorsque nous parlons pour le bien de l'harmonie ou pour ne pas heurter autrui, pour ne pas provoquer une querelle, seulement pour plaire aux autres ou pour rester silencieux. Guggenbühl décrit très clairement la situation sur de nombreux lieux de travail: «On fait semblant d'être tous égaux, un ton jovial est cultivé et les hiérarchies sont maintenues au niveau horizontal, le patron tutoie tous les collaborateurs, porte un toast lors de l'apéritif sur les jours fériés et parle jovialement de choses apparemment privées, des enfants, des vacances et des passe-temps. Cependant, personne ne sait comment il prend ses décisions et comment il évalue ses propres perfor-

«Si quelqu'un se trouve dans le syndrome d'adaptation, son horizon et sa manière de penser sont limités. Des réflexions autonomes et des conclusions inhabituelles ne sont plus possibles.»

mances. Quand on ne sait pas clairement où est le pouvoir et qui le détient, l'adaptation forcée peut en être le résultat. On se soumet à la culture de l'entreprise par crainte de faire une erreur et de mettre en danger sa propre position. On passe soigneusement en revue les sujets en vogue et la façon dont il faut se comporter face à des décideurs potentiels. Souvent, les titulaires de postes supérieurs ne se rendent pas compte que leurs subordonnés ont un masque et qu'ils vivent eux-mêmes dans une bulle. Les employés rient chaleureusement de leurs blagues, font l'éloge de leurs idées et sont très cool. En réalité, ils sont sur leurs gardes. Ce qu'ils pensent réellement du travail, de l'entreprise ou de leurs patrons, ils n'osent pas le dire.» ⁴

Qui n'a pas plusieurs situations de ce genre en tête? Un exemple: la situation dans de nombreuses salles des professeurs avant le vote sur le Plan d'études 21 était intraitable: on avait vite réalisé que toute critique était malvenue ou même expressément interdite. Se mettre en contradiction dans une telle situation exige un courage héroïque et n'était peut-être pas toujours très sensé. Le résultat: sans discussion et sans critique, on est forcé de se soumettre à une série interminable de «séances d'information» et de cours de formation continue. Lorsque le syndrome d'adaptation prévaut, «l'hypocrisie est coutume et la prudence est de mise.» ⁵

Outre le fait que de tels processus sont indignes d'une communauté de professionnels adultes et affaiblissent toutes les personnes impliquées, la discussion nécessaire et urgente sur le sujet ne peut avoir lieu. «La direction scolaire ne saura pas que les collaborateurs sont critiques envers les réformes.» ⁶

Bien sûr, de tels processus ne sont pas seulement le résultat d'un «syndrome d'adaptation» anxieux des employés, mais souvent des supérieurs hiérarchiques ou «l'opinion dominante» exigent la soumission. «Plus l'établissement a de renommée, plus les opinions politiquement correctes sont les seules admises: Quiconque met en doute l'honnêteté du mouvement #MeToo, s'interroge sur les causes du changement climatique, parle de clochards, utilise le mot étudiants au lieu d'étudiant.e.s se rend suspect.» ⁷

Attention: flatteries piégeuses!

Les flatteries constituent une expression de ce syndrome d'adaptation parfois difficile à déceler et encore plus difficile à casser. «Si le syndrome d'adaptation domine dans un groupe, alors la discussion de bien-être risque de devenir la norme. Lors de séances, de pauses ou même pendant le travail, le contenu de la communication se réduit à des compliments et des approbations réciproques sur le travail bien fait et la gentillesse. Dans le cas extrême, une culture de flatterie apparaît, rapidement insupportable pour autrui. Les compliments font partie de la stratégie pour éviter toute controverse. [...] Les compliments sont des fumigènes pour empêcher d'éventuelles contradictions. Un enthousiasme artificiel et un feedback positif neutralisent les conflits. [...] Tous prennent bien soin, de ne pas quitter le courant dominant.» ⁸ J'aimerais aussi ajouter ici l'admiration. Parfois une ou plusieurs personnes d'un corps enseignant, d'une entreprise, d'une association, d'un groupe quelconque font l'objet

d'une admiration démesurée. Cela mène à ce que l'on attend tout de ces personnes admirées, chaque mot est correct, chaque jugement ou estimation est sacro-sainte. Un tel syndrome d'adaptation signifie la mort de toute discussion factuelle et d'un développement de nouvelles idées, il empêche que d'importants aspects critiques soient pris en compte et discutés. «Si quelqu'un se trouve dans le syndrome d'adaptation, son horizon et sa manière de penser sont limités. Des réflexions autonomes et des conclusions inhabituelles ne sont plus possibles.» ⁹

Nous ne pouvons pas suffisamment estimer les conséquences problématiques, voire dangereuses, du syndrome d'adaptation. Des réformes scolaires et universitaires acceptées sans aucune discussion ¹⁰ conduisant à une catastrophe de l'éducation dont il n'est guère possible de prévoir la dimension. Des communes s'endettent souvent suite à des constructions prestigieuses, de préférence des salles de sport double ou triple, car là aussi, on n'ose pas remettre en question les projets. En économie, le syndrome d'adaptation mène à des erreurs de gestion comme celles qui ont occasionné la faillite de *Swissair* ou celles qui ont conduit à 300 millions de francs de dommages à la suite de la mauvaise gestion de *Pierin Vincenz* à la banque Raiffeisen. De nombreux responsables ont soutenu dans une obéissance trop précipitée, tout ce qu'il voulait. ¹¹ Si l'on poursuit notre réflexion, nous voyons que ce syndrome d'adaptation contribue également aux guerres. C'est pourquoi, il faut se poser d'urgence les questions suivantes: comment peut-on s'en sortir? Et quelles alternatives existe-t-il? Est-ce la dispute, comme Guggenbühl le propose en tant que solution pour les familles? Comment pourrait se présenter une discussion constructive dans une société civile, dans laquelle on peut se retrouver? La Suisse a en fait développé de bonnes approches.

«J'ai parlé»

Dans une Assemblée communale, tout un chacun a droit au chapitre. Il s'exprime sur des faits à débattre, sans cibler une personne et sans être lui-même diffamé par d'autres. On parle de telle manière qu'après les débats et la votation, on peut encore se regarder dans les yeux et on respecte l'adversaire même si l'on a une tout autre opinion que lui. Ne pourrions-nous pas renouer avec ce principe et redévelopper une nouvelle conscience civile à tous les niveaux? Dans ce contexte, les Gilets jaunes m'impressionnent, comme *Diana Johnstone* les décrit à la page 3 de cette édition: ils ne se laissent pas attraper avec des appâts de pacotille, ne tombent pas dans le piège d'«offres de communication» douteuses, ils tiennent à leur référendum d'initiative citoyenne. Ils n'ont apparemment pas de leader, qui leur dicte ce qu'il faut penser et pas d'évangile qu'ils suivent sans réfléchir. Leur modération est impressionnante: Selon Mme Johnstone, ils ne se comportent pas de manière violente, ils restent persévérants dans leurs revendications et leur présence. Ils réclament, ce qui revient à tout citoyen du XXI^e siècle: pouvoir déterminer lui-même de manière démocratique de sa vie et de ce qui se passe dans son pays.

Au niveau pédagogique, il faut aussi réfléchir: comment des enfants et des ado-

lescents peuvent-ils devenir «citoyens», sans persister dans un syndrome d'adaptation problématique? Un aspect primordial consiste très certainement à les prendre au sérieux et à discuter avec eux consciencieusement des questions du vivre-ensemble. Il faut les empêcher de s'habituer aux stratégies de communication manipulatoires. Guggenbühl précise entre autre: «Le danger menace paradoxalement lors de Settings qui délèguent la responsabilité du processus de l'apprentissage aux enfants et adolescents. [...] Du point de vue de l'enfant, il s'agit ici d'un coup machiavélique. Ils [les enfants et adolescents] savent exactement que le fait de commander appartient aux adultes, qui décident du vrai et du faux et qui évaluent leurs performances. [...] C'est pourquoi, de nombreux enfants et adolescents se branchent sur le syndrome d'adaptation et renoncent à exprimer des critiques. [...] On achève ses tâches sans s'approfondir dans le contenu, on se limite à remplir les attentes espérées.» ¹²

Cela est quasi-identique lorsqu'on dit aux adultes: «Votre opinion nous est primordiale.» ¹³ Alors qu'en vérité chacun sait qu'il est dangereux d'exprimer des avis contraires.

La tâche n'est pas résolue: Que veut dire au prendre sérieux les enfants et adolescents?

¹ Guggenbühl, Alain. *Für mein Kind nur das Beste*. 2018, p. 89

² idem. p. 89

³ idem. p. 91

⁴ idem. p. 93s.

⁵ idem. p. 94

⁶ idem. p. 94

⁷ idem. p. 96

⁸ idem. p. 99s.

⁹ idem. p. 100

¹⁰ Naturellement, il y a eu et il y a toujours des citoyens clairvoyants et droit dans leur botte insistant sur leur droit à exprimer leur point de vue et souvent actifs par exemple dans des comités d'initiatives.

¹¹ *Charlotte Jaquemart*, chroniqueuse économique à la Radio suisse alémanique SRF, donne dans une étude la conclusion suivante: le rapport Gehrig est également dévastateur pour l'ancien Président du conseil d'administration *Johannes Rüegg-Stürm*: sans que le nom de ce professeur saint-gallois et spécialiste de la Corporate Governance soit mentionné, il est clair que le Conseil d'administration sous sa direction n'a jamais surveillé *Pierin Vincenz*. Le Conseil d'administration a également manqué de solidifier la banque au moyen de mesures organisationnelles et de directives correspondantes pour tous les achats complémentaires. Tous les approbateurs de la direction sont également coupables de la débâcle onéreuse de Raiffeisen – y compris l'ancien directeur exécutif *Patrik Gisel* – qui n'ont tous pas réussi à s'opposer à *Pierin Vincenz*. Dans leur obéissance aveugle, les collaborateurs savaient qu'ils devaient accomplir l'unique volonté de M. Vincenz. In: *Raiffeisen-Untersuchung. Ein vernichtendes Fazit*. 22.1.2019

¹² idem. p. 97

¹³ Guggenbühl, Allan. In: *Einspruch* 2, 2019, p. 47



Faire opposition est une nécessité!

hd. La première édition du magazine «Einspruch!» [«Einspruch einlegen» = «faire opposition», dans une démarche, ndt] traitait en première ligne les dessous des réformes en cours dans l'enseignement. Des auteurs avaient la parole et analysaient le rôle de l'«Organisation de coopération et de développement économiques» (OCDE), de la «Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique» (CDIP), de fondations telles que «Bertelsmann», ainsi que des nouveaux paradigmes comme l'enseignement basé sur les compétences, et autres.

Dans la nouvelle édition «Einspruch! 2» ce sont les concernés qui ont la parole: parents, enseignants, spécialistes des domaines de la pédiatrie, de l'éducation spécialisée, de la formation d'apprentis ou des membres d'autorités institution-

nelles. Leurs témoignages montrent une évolution alarmante pour un pays démocratique comme la Suisse: le refus systématique de discussion et la manière, insupportable en Suisse, de s'arroger le droit d'imposer ces nouveautés tout en ignorant la critique justifiée des spécialistes, des enseignants et des parents. Il est donc important qu'ils aient la parole. Avec des contributions britanniques et allemandes, le regard au-delà de la frontière montre que ces «réformes» sont réalisées à grande échelle. La lettre d'un lecteur allemand de notre journal (cf. en bas de la page) montre la même manière inacceptable de traiter les parents se souciant sérieusement pour leurs enfants.

Le magazine montre que les processus en cours dans nos écoles font de toute une génération des victimes de réformes

irrémédiables. Car les enfants vont à l'école et font des expériences qui déterminent leurs futurs parcours biographiques. Les articles laissent pantois parce qu'ils montrent que la politique d'enseignement est utilisée comme levier pour démanteler la démocratie. On espère bien qu'«Einspruch! 2» soit largement lu et que la discussion si nécessaire soit lancée dans un public plus large.

D'autre part, la lecture encourage. Voici des prises de position très variées de personnes très différentes, toutes démontrant la nécessité de ne pas s'interdire une pensée indépendante et une confirmation sur cette voie d'expériences.

Par la suite, nous reproduisons les avant-propos des éditeurs.

Avant-propos des éditeurs

Il y a trois ans, quand nous avons publié la première fois «Einspruch!», nous étions impressionnés par le grand intérêt suscité. Nous avons dû faire quatre tirages. 12 000 exemplaires furent vendus en Suisse.

A l'époque, nous voulions contrecarrer l'impression véhiculée par les médias que la critique des «réformes scolaires» en cours, rarement discutées, se limitait strictement à des milieux conservateurs, ringards et droïtistes. Les médias répétaient le mantra que ces «réformes» correspondaient à l'évolution de la société et étaient incontestables; que toute personne refusant de telles réformes était hostile au progrès. Pour cette raison nous avons demandé à de nombreuses personnalités plutôt de gauche ou de la gauche libérale, dont des scientifiques, des politi-

ciens et des pédagogues de présenter leur position critique par rapport aux «réformes» sans fin et par rapport à la manière de laquelle elles sont imposées. Nombreux étaient ceux qui ont volontiers répondu présent. Avec «Einspruch!» nous voulions faire une pause, réfléchir ensemble, évaluer si cette euphorie réformiste permanente de l'école apportait effectivement un progrès, ou plutôt une régression. Nous voulions créer un véritable débat public.

En général, les gens en Suisse savent que nos écoles ont toujours été d'excellente qualité et ont formé une base fondamentale pour notre prospérité actuelle. Nombreux sont ceux qui se demandent d'où vient cette immense pression à révolutionner continuellement nos institutions scolaires et forma-

tives. Il est étonnant de constater la même ardeur chez les politiciens et les administrations de l'enseignement à se faire les avocats de toutes sortes de «réformes» comme si elles étaient une obligation existentielle. Des pédagogues expérimentés sont étonnés que l'enseignement ne soit à l'heure actuelle uniquement l'affaire des «experts». Il est évident que les autorités scolaires locales, ouvertes à tout citoyen désirent s'y engager, aient été marginalisées avec l'introduction de la «professionnalisation» des directions scolaires au sein de l'école obligatoire. En 1989, l'OCDE avait observé une «haute conscience éthique» à l'occasion de la première analyse des pays. Il est évident que depuis lors cette professionnalisation a radicalement remis en question cette éthique. Entre temps, les parents comprennent de moins en moins ce qui se passe réellement dans les salles de classe. Un malaise rampant s'installe. De plus en plus souvent les pères, les mères et les grands-parents doivent rattraper, le soir ou les week-ends, la matière scolaire avec leurs enfants. Et ils observent que l'envie et l'engouement des enfants «d'aller à l'école» se tarit très vite. De nombreux parents se voient obligés d'organiser des cours de rattrapage privés, coutant souvent la peau des fesses, ou de les envoyer dans des écoles privées. Des pédiatres observent des «burnout» chez des enfants d'école primaire. A la radio, on entend des discussions où l'on se demande si l'école publique a encore la confiance des parents. Ce sont des indices montrant que les «réformes» imposées d'en haut posent de sérieux problèmes aux enfants, au lieu de servir à leur développement.

Dans ce deuxième volume d'«Einspruch!», nous donnons la parole à des personnes «concernées». Ils parlent au nom de nombreuses familles en détresse. Les situations fâcheuses n'apparaissent pas partout de la même manière. Car toutes les directions scolaires n'appliquent pas les «réformes» imposées

«Ce récit d'une longue résistance, finalement couronnée de succès, contre les mesures arbitraires des autorités et contre les tentatives de camouflage doit encourager d'autres parents de ne pas se résigner à abandonner l'école à autrui.»

Nichole Fuchs et Susanne Weigelt. Oser la voie politique. «Einspruch! 2», p. 10

«Les experts-clés dans ce système correspondent exactement à ces conseillers. Chaque ministre a son conseiller. Le «conseiller politique» est actuellement une carrière très spécifique. Souvent les conseillers travaillent d'abord un certain temps dans des think tanks fortement impliqués dans ces processus de réformes. Le plus souvent ces groupes de réflexion restreints défendent une position politique bien définie qu'ils infiltrent à l'aide de ces conseillers et à l'aide d'autres réseaux dans les gouvernements. Ils ne sont soumis à aucun contrôle démocratique et n'ont de compte à rendre à personne. C'est donc un changement massif de toute la structure politique et du fonctionnement du

gouvernement. Je le répète: c'est un processus de dé-démocratisation.»

Stephen Ball, La transformation de l'enseignement et de la démocratie. «Einspruch! 2», p. 51

«Les institutions de l'enseignement publique dans une démocratie n'ont pas à s'adapter à un «changement», prescrit par Dieu ou par le Marché, mais doivent l'analyser de manière critique et, si nécessaire, s'y opposer.»

Jochen Krautz, Les impératifs du «changement». «Einspruch! 2», p. 44

«Monsieur Pichard, ce que vous dites est une théorie du complot. Il n'y aura pas de tests généralisés. Il n'y aura que des échantillons aléatoires pour vérifier l'état de l'apprentissage des apprenants.» (Le directeur du département de l'Education de Bâle-Ville, M. Eymann, dans la «Basler Zeitung» du 30 avril 2015. Contrôle des faits: dans la Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG), les tests généralisés sont appliqués.)

«Einspruch! 2», p. 60

Courrier  des lecteurs

Les expériences d'une mère

J'ai lu avec grand intérêt l'article «Terminons-en avec le «schbas!»» [Horizons et débats n° 2 du 21/1/19] concernant la méthode orthographique «Lesen durch Schreiben» [«apprendre à lire par l'écriture»] de Jürgen Reichen. Nous sommes des parents concernés de quatre enfants – aujourd'hui adultes – de Thuringe. Tandis que notre fille, scolarisée en 1995, reçut encore l'enseignement selon le système de la RDA (repris par la Finlande), dans lequel les enfants de cette classe d'âge ont évolué au mieux, la même école primaire a introduit deux ans plus tard, lors de la scolarisation de notre fils, le système «apprendre à lire par l'écriture». Pour cela elle obtint des subventions de l'UE.

Le résultat de ce changement fut un enfant quittant la 4^e classe de l'école primaire totalement déstabilisé, ne sachant lire et écrire qu'avec grande peine. Plusieurs des élèves de cette classe continuèrent leur scolarité dans une école secondaire intégrée. Au début de l'année (5^e classe), la prof d'allemand fit une dictée pour avoir une vue d'ensemble des connaissances de ses élèves. Le résultat fut décevant, car tous les élèves ayant appris selon la méthode Reichen avaient plus de 20 fautes. En outre, comme leur capacité à

comprendre les explications écrites des exercices à résoudre était insuffisante, ces enfants eurent également des problèmes dans les autres matières.

Pour ne pas perturber la créativité des élèves, on ne leur donna au cours des deux premières années aucune règle, aucun système de rangement, aucuns devoirs ou exercices à faire à la maison.

Nous avons investi environ 1000 euros dans des cours de rattrapage pour l'apprentissage de tout ce qui avait été négligé 4 années durant. Que se passe-t-il avec les enfants dont les parents n'en ont pas les moyens financiers?

Grâce à l'engagement de la prof d'allemand dans l'école secondaire et grâce aux cours de rattrapage, notre fils fut capable d'écrire et de lire relativement aisément à la fin de la 6^e classe. L'énergie qu'il a dû y consacrer aurait pu être utilisée autrement.

Dès la 1^{re} classe, certains parents contestèrent ce système auprès du directeur et de l'enseignante principale. Mais toutes objections et discussions furent rejetées. Les autorités scolaires ne voulurent pas non plus prendre en compte nos objections.

Le troisième enfant a appris également avec cette méthode, et nous avons dû à nou-

veau beaucoup investir dans des cours de rattrapage.

Malgré la résistance des autorités scolaires, nous plaçâmes notre 4^e enfant dans une autre école primaire qui enseignait encore avec la méthode classique de l'abécédaire. Comme sa sœur, il n'eut aucune difficulté à apprendre à lire et à écrire.

Après la chute du mur, nous fûmes effarés de voir les directeurs scolaires et les enseignants se précipiter sur les nouvelles méthodes prévalant dans les Länder de l'Ouest. Elles furent reprises sans le moindre esprit critique et les principes de l'apprentissage ayant fait ses preuves furent abandonnés. On apprit que les enseignants critiques furent tous muselés.

Nous désirons encourager tous les parents à s'opposer de toutes leurs forces à la méthode Reichen «apprendre à lire par l'écriture». Car elle suggère aux enfants de disposer de capacités, notamment de savoir rédiger des textes trois mois à peine après le début de leur scolarisation, maîtrise qu'ils ne possèdent pas en réalité. Aucune des promesses grandiloquentes concernant les avantages de cette méthode d'apprentissage ne s'est réalisée.

Katrin Kirchner, Erfurt (D)



A commander auprès de:
Alain Pichard, arkadi@bluemail.ch ou
Yasemin Dinekli, yasemin.kanele@web.de.
7 frs l'exemplaire plus frais de livraison,
à partir de 10 exemplaires 5 frs/ex.
(7 euros l'exemplaire plus frais de livraison,
à partir de 10 exemplaires 5 euros/ex.)

avec le même empressement. Mais la plupart des témoignages se ressemblent et illustrent comment l'école et l'enseignement appliquent des principes didactiques et des contenus radicalement différents de ceux connus il y a quelques années en arrière. Suite au fait que les parents n'ont plus connaissance de ce qui se passe dans les classes – ouvertes que pour les «experts» –, beaucoup d'entre eux ont l'impression que les problèmes de leurs enfants sont dus à des déficits dans leur propre manière d'éduquer ou à la personnalité de leur enfant.

Les témoignages de parents sont complétés par des déclarations de plusieurs spécialistes critiques en pédagogie spécialisée et en médecine d'enfants et d'adolescents. Des représentants d'associations d'enseignants, de la formation professionnelle, de la pédagogie scientifique et de la formation d'enseignants ont également la parole. Ainsi on voit mieux ce qui se passe, et ce qui va mal.

Un des côtés sombres des réformes scolaires sont les méthodes avec lesquelles tous les participants sont poussés sur le «bon» chemin idéologique. Avec des techniques parfois subtiles, mais clairement manipulatoires, souvent issues de la psychologie du management, on tente de supprimer de façon ciblée toute discussion franche dans les institutions et dans le domaine public. Ces méthodes professionnalisées de gestion psychologique créent un climat de silence embarrassé, où chacun tente de gérer la situation à sa manière. On reconnaît cet état inquiétant des choses aussi au fait que plusieurs parents ou enseignants s'expriment dans cette brochure ne peuvent ou ne veulent pas parler ouvertement. A contre cœur, ils ont donc parfois choisi l'anonymat, par peur des répressions, des stigmatisations ou des désavantages pour leurs enfants et la famille. Ce fait à lui seul doit être un signal d'alarme pour toute personne à l'esprit démocratique dans notre pays.

Editeurs:
Beat Kissling,
Alain Pichard,
Yasemin Dinekli